

LA BATAILLE POUR L'HISTOIRE

*Repenser l'histoire de l'URSS et des expériences socialistes,
s'en servir pour construire la lutte et le Parti.*



UNITÉ COMMUNISTE
ICOR

TABLE DES MATIÈRES

LA BATAILLE POUR L'HISTOIRE.....	p. 3
Repenser l'histoire de l'URSS et des expériences socialistes, s'en servir pour construire la lutte et le Parti.....	p. 3
Faire évoluer notre regard sur notre histoire.....	p. 10
COMPRENDRE L'HISTOIRE POUR CONVAINCRE	p. 13
COMPRENDRE L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE POUR LA DÉFENDRE. DÉFENDRE L'EX- PÉRIENCE SOCIALISTE POUR LA COMPRENDRE.	p. 16
Lutter contre la conspiration omniprésente.....	p. 22
COMPRENDRE LE MARXISME ET SON HISTOIRE EN PROFONDEUR:.....	p. 27
Dépasser le folklorisme et le dogmatisme, aller de l'avant.....	p. 32
Utiliser l'expérience précédente pour mieux fonctionner.....	p. 35
COMPRENDRE L'HISTOIRE POUR CONSTRUIRE LE PARTI.....	p. 46
Plusieurs raisons entravent le regroupement des organisations commu- nistes.	p. 48
Nous nous battons pour des intérêts supérieurs.	p. 53
NOUS NE SOMMES PAS SEULS À PENSER AINSI.	p. 58
SUR L'ANTICOMMUNISME	p. 60
<i>L'Ombre de Staline</i>	p. 60
Résolution anticommuniste: une première réponse.	p. 68

I. LA BATAILLE POUR L'HISTOIRE

1) REPENSER L'HISTOIRE DE L'URSS ET DES EXPÉRIENCES SOCIALISTES, S'EN SERVIR POUR CONSTRUIRE LA LUTTE ET LE PARTI.

L'histoire de l'URSS et des expériences socialistes, tout comme des démocraties populaires, est un champ de bataille. Un champ de bataille contre la falsification, d'une part, mais également pour comprendre réellement ce qui s'est déroulé. Les enjeux autour de cette histoire sont immenses. Ils le sont autant pour les capitalistes que pour nous. Pour eux dans le but de démontrer le caractère génétiquement criminel du communisme et sa faillite en tant que modèle économique et social. Pour nous, militants et militantes communistes, pour être capable de leur répondre, mais surtout pour pouvoir en tirer des conclusions justes sur les moyens et les fins de notre mouvement.

Dans l'ensemble, nous connaissons assez mal notre histoire, ou le plus souvent de manière superficielle. Les grandes lignes sont relativement connues, mais elles font écho à des événements confus.. Il en ressort une part importante de folklore, de mythologie, de mélange d'une histoire scolaire anticommuniste et holistique, avec la conviction que les 1/6e du monde cherchaient à œuvrer pour le plus grand bien. Difficile cependant de jeter la pierre: nous faisons avec ce que nous avons sous la main. Et encore, internet et la numérisation permettent de mettre à disposition des ressources qui, sans cela, seraient perdues. Auparavant, la situation était bien pire. De plus, régénérer l'histoire de notre expérience est un travail immense. La vulgariser et la rendre compréhensible en est encore un autre, tout aussi immense. Cela demande une disponibilité et des moyens qui ne sont pas à la portée de toutes et tous, tant individus qu'organisations. Cela influe fortement sur la possibilité de réaliser des travaux d'ensemble et de qualité.

Il existe, dans un grand nombre d'organisations politiques ou de militants et militantes de ces organisations, un rapport assez particulier, fétichisé, fantasmé, à l'histoire de leur courant. Cette remarque est valable tant pour l'extrême-gauche que pour l'extrême-droite. L'un et l'autre l'expriment cependant de manière différente. L'histoire inventée de l'extrême-droite se place souvent dans des rapports contradictoires aux événements: entre vénération de la collaboration et haine des «collabos», entre justification du génocide juif et négation de celui-ci. Entre vénération du fascisme et utilisation de ce terme comme injure ou accusation contre d'autres courants (le fascisme, c'est la gauche, etc.)... en somme une histoire à géométrie variable, réinventée de manière *ad hoc* en fonction de l'interlocuteur. Il révèle avant tout une

utilisation tactique de celle-ci pour faire passer un message politique. En cela ils sont de bons héritiers d'Hitler, qui n'hésitait pas à dire :

« Que dirait-on, écrit-il, d'une affiche destinée à vanter un nouveau savon et qui dirait qu'il y a aussi d'autres bons savons? On secouerait la tête. Il en est exactement de même en ce qui concerne la réclame politique »¹

Rosenberg, qui, dans *Le Mythe du vingtième siècle*, n'hésite pas à tricher sur l'histoire pour justifier le nazisme. L'illustre Politzer en parle ainsi :

« Ainsi, par exemple M. Rosenberg propose aux Allemands du XX^e siècle comme modèle les anciens Germains. Il trace ensuite de ces derniers des "portraits historiques". Il se trouve alors que les anciens Germains possédaient précisément les traits de caractère que le régime hitlérien veut inculquer à la jeunesse. La chose n'est pas difficile: pour que le national-socialiste puisse être modelé sur l'ancien Germain, M. Rosenberg commence par modeler l'ancien Germain sur le national-socialiste. »²

Alfred Rosenberg écrivait même :

« Il y a une conception catholique et une conception protestante de l'histoire. À côté des conceptions religieuses de l'Histoire apparaissent les conceptions nationalement teintées. Nous croyons qu'il est temps d'annoncer une façon allemande de considérer l'Histoire. »³

Ce qu'ils en pensent en leur for intérieur, en revanche, est un mystère, peut-être pas grand chose de construit ou d'architecturé. Cela est leur problème. En revanche, dans le nôtre, la situation est différente. Comme nous l'écrivions dans notre brochure de 2016, *La guérilla informationnelle, le nouveau brouillard de guerre*.

« Lorsque nous, communistes, fournissons une explication du Monde, à travers le matérialisme dialectique et à travers le matérialisme historique, nous nous attaquons à un grand chantier: casser l'idéalisme, le positivisme, le mysticisme. Parfois, les mécanismes sont même contre-intuitifs, demandent des préalables

1. A. Hitler, *Mein Kampf*, édition allemande de 1935, p.200.

2. G. Politzer, *Révolution et contre révolution au XX^e siècle*, 1941.

3. A. Rosenberg, *Le Mythe du vingtième siècle*, 1939, p.210.

idéologiques et culturels, en bref, demandent aux individus de se dépasser eux-mêmes, leur demandent un travail ardu en terme d'acquisition de notions. Le "bon sens" populaire ne suffit pas.

Rien de tout cela n'existe chez les fascistes, qui, eux, jouent sur des biais intuitifs, cognitifs. Le cerveau est quasiment programmé pour adhérer aux théories du complot, en cherchant des causalités là où il n'existe que des coïncidences, en s'attachant à trouver un sens cohérent et logique à tout. Or, cela, ajouté à la subjectivité, créé le terreau du complotisme et de la confusion. La bouillie fasciste est également facile à avaler et à digérer, elle ne demande aucune subtilité, et les fascistes entre eux ne cherchent pas à se prendre à revers, à tester leurs connaissances. Peu leur importe les "détails". C'est une différenciation culturelle, là aussi, entre nous. La rumeur et le canular ne nous serviraient à rien, car nous avons besoin d'informations justes et fiables pour pouvoir transformer la réalité. Nous devons connaître le Monde parfaitement pour en saisir les rouages. De même, nous n'avons pas besoin de mentir. Il n'existe pas plus gros scandale que l'exploitation capitaliste. Inutile d'inventer de faux faits. La vérité est déjà révolutionnaire.»

Pourtant, dans notre courant même, les organisations communistes de France n'ont pas toujours un regard extrêmement clair sur l'histoire de leur courant. Il faut dire que l'histoire de l'URSS est contradictoire, avec des historiographies qui s'excommunient les unes et les autres.

En dépit du fait que 30 ans se sont écoulés depuis l'ouverture des archives, une histoire actualisée, basée sur un travail scientifique, a du mal à s'imposer, tant dans la société que dans les organisations politiques, y compris celles se revendiquant du marxisme-léninisme. Un certain nombre de facteurs expliquent ce retard :

- Le maintien, depuis 1995, de la même historiographie scolaire de l'URSS, basée sur la comparaison avec le nazisme et le fascisme, diffusant une histoire civique. Le but principal est de conditionner les élèves à soutenir la « démocratie libérale » et à rejeter « les extrêmes ». Il suffit de voir les fiches Eduscol ou les colloques sur le sens de l'enseignement de l'histoire pour en trouver la preuve.
- La très faible pénétration des travaux des chercheurs et des chercheuses au profit d'une historiquement divertissante, mettant en exergue une certaine « pornographie de la terreur » pour vendre. Dans le même temps,

les ouvrages menaçant ce paradigme peinent à trouver un éditeur ou sont vendus à prix d'or.⁴

- Le rejet politique pur et simple d'une remise en cause du paradigme du totalitarisme. Toute diminution du caractère supposé monstrueux et pervers du régime soviétique étant perçu comme un soutien implicite à celui-ci. Cela s'est vu dans le fait que les dirigeants européens ont fait appel à une historiographie de la Guerre froide pour justifier la comparaison entre nazisme et communisme.

Il en résulte que, dans une très grande majorité des cas, ce qui tient lieu de source principale pour les événements et leur analyse est un corpus documentaire particulièrement âgé ou fragile. Diverses « traditions orales », pour reprendre la formule de l'historien américain J. A. Getty, existent sur l'URSS.

Cette mythologie s'est construite sur la base d'un corpus extrêmement restreint de sources. Elles sont majoritairement de trois ordres :

- Issues de ceux qui ont été exclus de l'URSS ou qui l'ont fui. Cela va du transfuge, comme le Major du NKVD Orlov ou Lioushkov, comme Alexandr Soljenitsyne, ou comme Viktor Kravchenko. Trotski rentre aussi dans cette catégorie. Ils sont d'origine et de courants politiques contradictoires, mais ils partagent un point de vue très personnel et particulièrement hostile à l'URSS et à sa direction.
- Dans un certain sens, il est possible de faire rentrer également dans cette catégorie ceux qui l'ont visité. On peut y intégrer André Gide, Jean-Richard Bloch, Barbusse, Paul Robeson, etc.
- De l'analyse des discours et des documents officiels de l'URSS, « science » qui est souvent appelée la « soviétologie » ou la « kremlinologie ». Les biographies ou autobiographies des dirigeants rentrent dans cette catégorie. L'une des plus influentes étant les souvenirs de Nikita Khrouchtchev.

Ces sources sont dans l'ensemble médiocres. Elles sont soit des directives officielles, des coupures de presse, soit des points de vue personnels. John Arch Getty en fait une explication tout à fait satisfaisante dans *Origins of the great purges*.

4. Environ trois-cent euros pour un exemplaire de *Staline, histoire et critique d'une légende noire*.

« Bien que la principale faiblesse des sources soit leur éloignement des événements qu'elles jugent si librement, la question de la partialité politique mérite également d'être examinée, comme elle l'est dans d'autres domaines de l'enquête historique. Orlov, Trotsky, les menchéviki et Khrouchtchev étaient tous des acteurs politiques intéressés et n'étaient guère incités à produire une vision objective. De toute évidence, l'autre grande source de partialité est le côté stalinien. Les ouvrages explicatifs produits pendant l'ère stalinienne (principalement les transcriptions de procès et les brèves mentions dans les grandes lignes de l'histoire) ne sont pas non plus particulièrement précieux. La monstruosité des crimes de Staline et une génération d'attitudes de la guerre froide ont contribué à ce qui serait considéré comme une recherche bâclée et méthodologiquement en faillite dans tout autre domaine d'investigation. Les historiens de l'Europe moderne n'essaieraient pas d'étudier la politique de la Première Guerre mondiale en se basant sur les mémoires des soldats des tranchées sans épuiser la presse, les documents et les archives disponibles. »⁵

Nous laissons à M. Getty son opinion sur la « monstruosité ». Ce n'est pas le lieu d'en débattre. Cependant, nous pouvons reconnaître que les sources sont extrêmement partielles et partiales. C'est sur la base de celles-ci que se sont construits différents récits et contre-récits. Ils peuvent d'ailleurs être rassemblés en trois courants principaux :

- Une grille de lecture marquée par un anticommunisme militant, de droite ou de gauche.
- Une grille marquée par un communisme antistalinien ou antitotalitaire, notamment trotskiste ou sous la forme de tendances plus obscures.
- Une grille marquée par un « stalinisme » apologique et acritique.

Bien que ayant des buts et un récit diamétralement opposé, ces « histoires » possèdent dans l'ensemble plus de similitudes que ce qu'un examen superficiel pourrait laisser penser. Nous laissons d'ailleurs à nouveau J. Arch Getty donner son point de vue sur la question, qui en fait une magnifique illustration dans son travail pionnier *Origins of the great purges* :

5. J. A. Getty, *Origins of the Great Purges: The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938*, Cambridge University Press, 1985.

«La plupart des récits des grandes purges par les Soviétiques occidentaux et dissidents partagent certaines hypothèses: Les événements politiques de 1933-1939 constituent un phénomène unifié (les Grandes Purges), qui peut être étudié comme un processus ; les Grandes Purges ont été planifiées, préparées et réalisées par une seule agence (Staline) ; et les anciens bolcheviks de la génération de Lénine (et de Staline) ont été la cible des purges. La présente étude teste ces hypothèses par rapport aux preuves primaires disponibles et les trouve insoutenables. Bien que l'improbable histoire stalinienne soit très différente de la vision occidentale, les deux partagent une autre hypothèse interprétative sur la structure. Les deux versions supposent que les bureaucraties du parti (et de la police) étaient efficaces et obéissantes. En effet, tant les écrivains occidentaux que staliniens se sont intéressés à montrer que la bureaucratie soviétique était sinistrement efficace: totalitaire pour les écrivains occidentaux, monolithique ou solidement unie aux staliniens. Le quasi-consensus sur un appareil monolithique a fait qu'il est facile d'ignorer les preuves (et l'expérience personnelle) et de croire qu'une bureaucratie non formée et non éduquée dans un immense pays paysan en développement a en quelque sorte suffisamment bien fonctionné et obéi pour être qualifiée de totalitaire. Dans son enquête sur la structure du parti bolchevique dans les années trente, cette étude remet en question l'applicabilité du modèle totalitaire. D'une part, il a été utile à Staline et à d'autres membres du gouvernement de Moscou de donner l'impression d'une composition disciplinée et dévouée, solidement unie sous un centralisme démocratique. Staline (et Lénine avant lui) ont décrit le parti tel qu'ils le voulaient. D'autre part, il était dans l'intérêt de ses ennemis politiques de dépeindre la bureaucratie comme une machine uniforme, servile et monolithique. La vision totalitaire convenait aussi bien aux staliniens qu'aux antistaliniens.»⁶

Ainsi, des histoires aux contours similaires se sont écrites. Les anticommunistes ont rédigé une histoire qui fait de l'arrivée au pouvoir de Staline le fruit d'une conspiration ayant comme alpha et comme oméga la mise en œuvre du totalitarisme. Ce récit est fait soit pour condamner le communisme dans sa globalité, soit pour en condamner l'application faite par la direction stalinienne. Dans cette dernière application, ils ont trouvé un allié de choix dans la personne de Léon Trotski, probablement à son corps défendant.

6. *Ibid.*

Les trotskistes eux-mêmes ont consacré des efforts immenses à construire une pensée qui permette d'expliquer l'échec de leur leader et de ses conceptions en URSS. Il leur fallait expliquer l'incapacité de Trotski et de ses proches à pouvoir imposer leurs vues au sein du Parti Communiste d'URSS, mais également partout dans le monde. Mais Trotski lui-même avait écrit tout et son contraire, et ils se sont déchirés sur ses prophéties. Le plus dur était d'expliquer la solitude, l'isolement du «vieux» tout comme le fait que les trotskistes d'URSS se sont, pour la plupart, ralliés au XVII^e congrès du PC(b)US et ont soutenu la «ligne générale».

Dans une communauté de vues avec les propagandistes anticommunistes, il s'est élaboré une certaine «histoire», grandement légendaire, de l'Union soviétique. Cette histoire légendaire s'est cristallisée autour de «grands hommes», Lénine, Staline, Trotski, dont les destins lient inextricablement le sort de l'URSS. Celle-ci se nourrit alors de pages d'histoire classiques: la montée au pouvoir de Staline, par la fourberie, camouflant ses idées — si tant est qu'il en eût! —, une collectivisation brutale et une planification mensongère, une longue montée en pression, avec l'instauration d'un totalitarisme hors de contrôle, culminant avec les purges et les procès, ayant pour but de rendre le parti docile et liquider les compagnons de Lénine. Cette histoire, comme toutes les histoires conspirationnistes, s'autojustifie constamment. Staline fait tout, Staline peut tout. Lorsqu'il réprime, c'est pour montrer son pouvoir, lorsqu'il ne réprime pas, c'est pour tromper. Lorsqu'il soutient la NEP c'est un droitier, lorsqu'il met en place la collectivisation, c'est pour camoufler le fait qu'il est toujours un droitier. Lorsque Enoukidzé est exclu, c'est pour montrer la main de fer, lorsqu'il est réintégré un an après, c'est une nouvelle fois pour cacher ses intentions.

Cette histoire ne connaît nulle prise de la logique et de la raison. Elle ne se nourrit que d'actes de foi. Certes les sources étaient faibles. Pourtant elles pouvaient être complétées en amont de la fin de la Guerre froide. Des travaux, comme ceux de Marc Ferro ou de Moshe Lewin sont toujours de bonne qualité aujourd'hui. De même, les Soviétiques présents dans les zones occupées par les Allemands (soit en leur qualité de prisonniers de guerre, soit en celle de Hiwis (auxiliaires volontaires)) ont été interrogés par les Américains dans le cadre du *Harvard project*.⁷ La seule véritable source impartiale avait été ramenée après guerre d'Allemagne, il s'agissait des archives de Smolensk. Après une étude préliminaire superficielle, et malgré la publication de *Smonlensk under soviet rule* de Merle Fainsod (en 1958), elles ont passé près de 30 ans dans l'oubli.

7. *The Harvard Project on the Soviet Social System Online*, consulté sur <https://library.harvard.edu/>.

Elles étaient remises de côté, car elles ne servaient pas à cet usage tactique de l'histoire: attaquer le bilan de la direction Stalinienne ou l'URSS dans son entier. Les documents à charge suffisaient. Il n'y avait pas besoin de plus. Aujourd'hui encore, elles sont d'ailleurs ce qui forme le socle premier des arguments anticommunistes, avec un rejet fanatique de toute remise en cause ou de toute analyse nouvelle.

2) FAIRE ÉVOLUER NOTRE REGARD SUR NOTRE HISTOIRE.

Du côté des léninistes, un problème similaire s'est posé: que faire de l'histoire? Aujourd'hui, il est rarissime qu'un militant ou une militante rejette en bloc l'existence du Goulag, des purges, des famines. La publication d'expériences, réelles, de répression, a rendu impossible le fait de maintenir la ligne de défense des années 1920-1930. Dans le même temps, le courant anticommuniste totalitaire à pris une ampleur immense, appuyée par C.-J. Friedrich, Z. Brzezinski, R. Conquest, H. Carrère d'Encausse... Cette conception totalitaire s'est d'ailleurs appuyée sur les analyses de Léon Trotski, qui, parmi les premiers, avait commencé à employer ce terme. I. Deutscher, un des grands spécialistes de L. Trotski, indiquait ainsi que celui-ci écrivait, avant son élimination, un texte sur la question.

«Le socialisme n'aurait aucune valeur s'il n'apportait non seulement l'inviolabilité juridique, mais aussi la pleine sauvegarde des intérêts de la personnalité humaine. Le genre humain ne tolérerait pas une abomination totalitaire sur le modèle du Kremlin.»⁸

Il est possible de retrouver notre analyse sur cette question dans les brochures précédemment rédigées⁹. La domination presque sans partage du paradigme totalitaire, ainsi que la très grande difficulté pour trouver d'autres sources que celles pré-cité, a obligé à un revirement même chez les militants et militantes communistes. Ne pouvant ignorer les témoignages et les coups de boutoir de la part de la bourgeoisie, une nouvelle ligne de défense s'est construite: retourner l'histoire des trotskistes et des anticommunistes.

Tous les événements mis en avant par les autres historiographies sont inversés. Staline, de méchant omniscient et omnipotent est placé comme une figure de pouvoir compétente, œuvrant inlassablement à la création du socialisme, manœuvrant avec génie pour changer la société. Il faut préciser que la responsabilité des militants et militantes communistes n'est pas to-

8. I. Deutscher, *Trotsky*, 1954-1963.

9. E. Vertuis, *100 Millions sinon rien*, 12 Juin 2019, consulté sur <https://unitecommuniste.fr/histoire/100-millions-sinon-rien-partie-5/>

tale. En faisant de Staline le maître déifié de l'URSS, les anticommunistes ont validé intégralement le culte de la personnalité. Il en est de même pour les révisionnistes khrouchtcheviens et pour les trotskistes.

« On se limite en substance à dénoncer, comme étant la cause de tous les maux, les défauts personnels de Staline. On reste dans le domaine du culte de la personnalité. *Auparavant tout le bien était dû aux qualités positives, surhumaines, d'un homme. Actuellement, tous les maux sont dus aux défauts exceptionnels et même ahurissant de ce même homme* », écrivait Togliatti.¹⁰

Cette contre-histoire totalitaire se nourrit donc à la fois de bases similaires à celle des anticommunistes, notamment au niveau des processus de prise de décision et des rapports de pouvoir, mais en adjoignant à cela le fait de « tordre le bâton dans l'autre sens. » En somme, tout ce qui est dit, tout ce qui sert comme procédé d'accusation, est soit déformation anticommuniste, soit un mensonge. Sur ces fondations, l'histoire apologique de l'URSS devient une justification du récit totalitaire. L'arrivée au pouvoir de l'équipe de direction stalinienne est toujours présentée comme une période de dépérissement démocratique, mais justifiée au nom de la nécessité, alors que la réalité est nettement plus complexe¹¹ et les processus qui sont arrivés à maturité sous Staline avaient déjà commencé sous Lénine. Ils ont par ailleurs été vivement combattus par la direction nouvelle, qui a tenté à plusieurs reprises de resusciter la démocratie populaire.¹²

L'histoire de la répression est commune aux deux côtés de la barricade. Une histoire téléologique et policière, dans laquelle le scénario suit une trame unique et bidimensionnelle. La lutte contre les oppositions, les tourments de la révolution culturelle stalinienne, les purges, les procès s'enchaînent et culminent avec la *Iejovchina*, prélude à la guerre. Elles sont jugées comme étant « un mal nécessaire » avec des « erreurs ». Mais elles ne remettent pas en cause un postulat : la toute puissance de la direction sur un Parti obéissant et efficace. Surtout, elles escamotent un pan important de la question : celles des insuffisances, des dysfonctionnements, des incompréhensions, des actions et des rétroactions. Il est possible d'invoquer la faiblesse des sources pour justifier cette analyse. Ce désert est un fait. Mais d'une part les « staliniens apologiques » ont opté pour les mêmes méthodes d'analyse

10. P. Togliatti, M. Merleau-Ponty, *Signes*, 1960, p. 374-375

11. À ce titre, l'ouvrage de M. Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique : Les mécanismes d'une subversion*, 2017, réédition d'un travail des années 1980, ou les travaux de Bettelheim montrent les rapports complexes entre Soviets et Parti dès 1917.

12. J. A. Getty, *op. cit.*

que les autres, c'est-à-dire une kremlinologie «rouge», de l'autre, il y a eu le fait d'écarter méthodiquement tous les travaux réalisés sur l'URSS, au nom d'un sophisme génétique: le fait qu'il s'agisse d'écrits non-communistes. Au lieu de combattre les conceptions totalitaires, ces militants et militantes, malgré une bonne foi constante, l'ont embrassé: ils en ont fait un étendard. La même chose s'est produite avec ceux qui acceptent la déstalinisation. Dans les deux cas, c'était uniquement les décisions du parti qui donnaient le ton, et il suffisait de lire les discours pour pouvoir pénétrer profondément la pensée des grands idéologues communistes.

Jusqu'à l'ouverture des archives et dans le déferlement anticommuniste de la fin de la Guerre Froide, il pouvait être légitime de procéder ainsi. Mais légitime ne veut pas dire juste. Il fallait contre-attaquer et défendre ce qui devait être défendu. Éviter qu'elle soit, dans sa chute, précipitée dans les enfers et qu'elle soit intégralement disqualifiée. Pour réaliser cette tâche difficile, certains ont rejeté les accusations de la part de la bourgeoisie comme un bloc.

Ce rejet, compréhensible, s'est mêlé à la difficile tâche d'être critique et analytique. Sous la pression ces autres aspects ont été remisés. Cette absence de critique a fait que beaucoup se sont sentis trompés par la manière dont l'URSS et les expériences socialistes ont été présentés, en externe comme en interne. En faisant une défense sous la forme de l'apologie, elle a entraîné la déception. Au cours de l'existence de l'URSS, cette défense aveugle a contribué à détacher les travailleurs du PCF (en 1956 comme en 1991) au lieu de les souder. Aujourd'hui, cette pression d'une défense pied à pied n'existe plus.

Celle qui existe est, en revanche, celle de reconstruire une histoire juste, critique, utile. Il n'y a pas de sens à nier l'existence du Goulag, des purges, de la Terreur, de la collectivisation forcée ou du traité de non-agression germano-soviétique. En revanche, il existe un impératif de les comprendre et de les expliquer. D'une part pour combattre les mensonges. D'autre part pour que nous puissions comprendre à quels obstacles nous aurons nous même affaire, si ou quand nous nous retrouverons à gérer un État.

II. COMPRENDRE L'HISTOIRE POUR CONVAINCRE

Comprendre l'histoire en profondeur permet de dépassionner sa défense. Il est normal que la très grande majorité des individus soient horrifiés par le fait que nous puissions défendre — même de manière critique — l'Union soviétique. Comment ne pas les comprendre? Comment ne pas prendre en compte le fait que l'Éducation Nationale, l'histotainment, ou les publications à grand tirage n'influencent pas les masses? La bourgeoisie a fait de la condamnation du communisme une priorité absolue. Les publications actuelles, qui mettent en avant le Goulag ou les « crimes staliens » sont une piqûre de rappel constant pour vacciner les prolétaires et les classes populaires contre la révolution. Nous devons comprendre cela, ou nous serons isolés.

De même, nous devons comprendre les engagements de ceux qui veulent lutter ou qui luttent. Quelqu'un qui se tourne vers l'anarchisme ou le trotskisme, ou même le réformisme radical, le fait en tout premier lieu parce qu'il ou elle pense qu'il s'agit d'une voie juste. Une voie qui apparaît juste car moins lourdement condamnée par l'Éducation Nationale ou par les médias bourgeois. De prime abord, il est parfaitement logique qu'une personne sincère et bien intentionnée ne se rue pas dans les bras des « fossoyeurs de la révolution », les « autoritaires », tels que sont qualifiés les léninistes. Cette conception se voit d'ailleurs dans le rapport ambigu entre trotskistes et anarchistes. Trotski était l'un des dirigeants bolcheviques les plus brutalement anti-anarchistes.

Pourtant, il est vu plus positivement que Staline par les libertaires. Il ne s'agit pas donc d'une position conçue sur la base d'une réflexion historique, mais bien d'une image mentale. Cette image mentale est parfois tellement intériorisée que la briser est une lutte de longue haleine. Dans plusieurs débats, les arguments de nos contradicteurs étaient basés sur le « sentiment » que le stalinisme, le maoïsme, Staline, ou autre, étaient de telle ou telle manière, qu'il s'y était passé telle ou telle chose.

Cette conviction profonde est en partie nourrie par l'idéalisme et accentuée par ses déclinaisons les plus poussées, comme le postmodernisme, pour lequel les idées et les récits individuels sont plus porteurs de vérités que les faits¹³. Pour permettre de la battre en brèche, il est fondamental de savoir présenter une histoire compréhensible, cohérente, qui puisse permettre de

13. E. Vertuis, *Fin de Partie: Le Postmodernisme contre le communisme*, Unité Communiste, 2017.

prendre appui sur les éléments justes déjà présents. Cette histoire demande à être condensée.

Mais au-delà du débat historique historisant, souvent ramené à l'acte de foi, il existe quelque chose de plus profond et de plus essentiel: le travail militant vers ceux et celles qui partagent les conceptions anticommunistes. Convaincre du bien-fondé de la révolution ne se fait pas sur la base d'un engagement identitaire, historiographique, mais bien sur la démonstration, là aussi, d'une stratégie permettant de construire cette révolution. Même chez les anticommunistes des classes populaires, il existe des idées justes. C'est sur elles qu'il faut prendre appui. Il nous faut apporter ce que ces courants idéologiques ne peuvent apporter: un réel approfondissement des questions et de la trajectoire vers la révolution. Le réexamen des questions historiques est non seulement secondaire, mais il se fera de lui-même plus tard. Pour parler caricaturalement, on devient « stalinien » par sa pratique avant de l'être par son adhésion historique.

C'est là où une solide compréhension en profondeur est utile: elle permet de rattacher les événements à leur signification profonde. L'adhésion aux conceptions maoïstes sur la base de la Révolution Culturelle n'est pas la même chose que d'adhérer à la question d'une révolution culturelle sans majuscule, luttant contre les travers d'un pouvoir imparfait, vulnérable à la lutte des classes sous le socialisme. Ergoter sur la dénomination précise sans prendre en compte son sens profond revient à saboter le débat. À l'inverse, recruter sur la base unique de l'adhésion à un corpus vague n'est pas intéressant. C'est pour cela que nous renonçons en tant qu'organisation à trancher d'une manière nette et définitive notre positionnement sur certains débats. La question du maoïsme, par exemple.

Si certains de nos membres se revendiquent de Mao et de l'expérience de la Chine, ce n'est pas une obligation pour adhérer. En effet, il existe d'immenses étapes à franchir avant d'avoir à se poser la question du maoïsme en tant qu'approfondissement ou que rupture dans le léninisme. Préempter sur ces questions serait baser l'adhésion sur le folklore et non pas sur la compréhension profonde de ce que cela signifie. En revanche nous considérons comme préalable le fait de ne pas rejeter l'étude de cette expérience. Beaucoup d'organisations et de petits groupes s'attachent à régénérer la connaissance de notre propre histoire. Mais elles font face, seules, à cette somme ingérable de travail.

Or, logiquement, beaucoup mettent en premier lieu la connaissance pointue. Nous avons eu ainsi des discussions animées avec des militants et des militantes qui plaçaient très haut dans leur échelle des priorités la prise de position sur des sujets extrêmement précis. Nous-mêmes, dans nos premières années d'existence, avons surestimé grandement l'importance de ces « questions de principe ». Or, ce que nous a enseigné l'expérience de ces quelques années de travail, c'est que les questions étaient prises à l'envers. Elles ne peuvent être tranchées sans que les moyens matériels de le faire n'existent. En réalité, c'est l'unité sur des bases simples, de principes politiques accessibles, qui permet de disposer d'une masse critique permettant de réaliser ces tâches supérieures. À trop fonctionner comme des « mini-partis », nous tendons à nous épuiser dans la construction d'une connaissance parcellaire que nous érigeons comme vérité absolue. C'est là une dérive sectaire que nous devons combattre.

III. COMPRENDRE L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE POUR LA DÉFENDRE. DÉFENDRE L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE POUR LA COMPRENDRE.

Comprendre l'expérience socialiste en sortant d'une approche mythologique permet de la défendre. Défendre cette expérience permet aussi de permettre qu'elle ne soit pas remise à l'index, censurée, interdite, et que son étude puisse être autre chose que la transgression d'un tabou.

L'histoire de l'Union soviétique est souvent résumé à la dictature absolue de la part d'un dirigeant ou d'une poignée de dirigeants, qui agissent avec un mépris constant de la vie humaine. Il s'agit d'un postulat de départ commun aux anticommunistes. L'idée même que la direction soviétique ait pu tenter d'agir pour enrayer les famines, pour soulager les populations, pour améliorer leur quotidien est vu comme une hérésie.

Pourtant, a contrario, l'expérience des états socialiste est bien plus profonde que cela. Les expérimentations se sont heurtées à des situations imprévues, inédites, et les forces actives ont tenté d'y faire face comme elles le pouvaient: souvent avec des hésitations, des oscillations, des errements, des incompréhensions. Il faut la défendre contre les mensonges, les inventions et les calomnies. Ainsi il n'est pas acceptable que, en 2020, les gouvernements européens puissent publier une résolution anticommuniste basée sur une historiographie datant d'il y a 40 ans. Une historiographie d'autant plus vieillotte qu'elle est aussi teintée par un épais fond d'extrême-droite. Mais pour à la fois répondre à cela et pour apporter une réponse construite, il nous faut les moyens de produire un matériel de qualité. L'acte de foi ne suffit pas.

Il s'agit de quelque chose qui doit nous séparer des autres chapelles et des autres courants. Ceux-ci sont marqués par le mythe: il existe une mythologie anarchiste, trotskiste et révisionniste. Malgré les trajectoires différentes, elles partagent un trait commun: l'explication de leur échec par la responsabilité principale d'un facteur exogène.

Dans la tradition orale des courants anarchistes et trotskistes, c'est l'ogre stalinien qui tient le rôle-clé. Derrière ce vocable polysémique se trouve des réalités extrêmement variées, mais un même scénario. Une confiance aveugle

et naïve de la part d'individus crédules, abusés par les « staliniens », êtres sans foi ni loi, poignardés dans le dos et trahis. À aucun moment ce ne sont des processus objectifs, les incompréhensions de la lutte des classes ou une ligne inadaptée qui sont mises en cause. Même en prenant en compte une supposée roublardise constante des « staliniens », cette histoire ne les sert guère : elle ne fait que démontrer leur inadaptation à la réalité concrète. Or, nous ne choisissons pas les conditions dans lesquelles nous menons notre combat, et nous sommes condamnés à nous adapter à ces « paramètres contingents », ou condamnés à périr.

Le dogmatisme intemporel des trotskistes et des anarchistes leur permet d'éviter les remises en causes, de sauvegarder la pureté et l'infaillibilité des grands chefs. Car, quoiqu'ils le nient, ces courants sont tout autant victime du culte de la personnalité que les autres.

Le courant révisionniste place, quant à lui, la compréhension des échecs chez d'autres acteurs exogènes. À la place de l'omniprésent et omnipotent stalinien, c'est « l'agent de l'étranger » qui est mis en avant. Il est vu comme le principal acteur de la décomposition de l'URSS. Nul n'est invulnérable à cela. Henri Alleg, personne héroïque au demeurant, décrit ainsi la chute de l'URSS (dans *Le grand bon en arrière*) comme étant causée par les interventions extérieures ou par le surgissement d'éléments capitalistes *ex-nihilo*. Pour lui, il est impossible que cela puisse provenir de la lutte des classes en URSS. Il évacue cette question, car elle ne peut exister dans l'Union soviétique.

Ces historiographies puisent dans un inconscient conspirationniste. Elle place la responsabilité de leurs échecs dans l'action d'un groupe restreint de personnes (ou d'une personne parfois!), possédant des relais secrets et appliquant un agenda cryptique. Cette clé d'explication, simplissime, permet de tout ramener à l'action ou la duperie de la part de la direction stalinienne (ou des « staliniens » d'ailleurs). Elle résiste à toute analyse objective. Les exemples ne manquent pas.

- Lorsque l'URSS n'aide pas la République espagnole contre le franquisme, c'est une trahison. Lorsqu'elle l'aide, c'est car Staline met en place une duperie.
- Lorsque Staline purge l'appareil, c'est pour installer le pouvoir de la bureaucratie. Mais comme la bureaucratie est la principale victime de ces purges, c'est pour tromper les masses que la purge a eu lieu.

- Lorsque Staline refuse d'échanger son fils contre des généraux nazis, c'est un homme cruel, mais s'il acceptait, que dirait-on?

Il se crée alors une espèce de couche épaisse, qui emprisonne l'esprit et le rend imperméable à tout argument. Il est, néanmoins, notable que le courant léniniste et la direction de Staline portent une part de responsabilité dans l'apparition de phénomènes de ce genre. Elle-même a usé et abusé de ce type d'explications, résumant les difficultés de la construction du socialisme par l'action d'agent étrangers, de vieilles classes, de saboteurs. Contrairement aux conspirationnistes d'aujourd'hui, qui sont des prestidigitateurs, la grande majorité des travaux sur cette question laisse supposer que ces conceptions étaient extrêmement répandues dans la société soviétique. Elles existaient dans la paysannerie comme dans les plus hautes sphères de la direction.

«Staline, le chef national du NKVD, Ezhov, et des agents haut placés du NKVD croyaient sincèrement que la nation était criblée de complots et de conspirations. Rittersporn soutient que de telles théories ont été utilisées à la fois par la population et par ceux au pouvoir pour expliquer les difficultés de la vie quotidienne et le dysfonctionnement chronique du système, qui ont été attribués à diverses conspirations et sabotages. Il laisse entendre que cette réponse était ancrée dans les croyances rurales traditionnelles selon lesquelles les machinations des mauvais esprits étaient à l'origine de malheurs banals.»¹⁴

Il convient de nuancer cependant cela. L'assassinat de Kirov est ainsi rapidement imputé, par la population, à l'action d'une conspiration. Ce n'est pas le cas de la direction soviétique, qui, au premier abord, n'avait pas évoqué cette hypothèse. Si elle conduit à condamner moralement Zinoviev et Kamenev, elle n'est pas le prélude à une opération d'ampleur. Sa première conséquence est l'échange des documents du Parti, en 1936. Ce n'est qu'après, sous l'impulsion de Iejov, que cette affaire devient l'élément-clé d'une hypothèse conspirationniste.¹⁵ Après 1937-38, puis, surtout, après la guerre, cette clé d'explication a peu à peu été remplacée par une analyse plus profonde, avec une meilleure compréhension de la lutte des classes internes au socialisme, notamment dans *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* (1952), qui ont contribué, sur le tard, à améliorer les choses et à déceler les causes endogènes. Mais, entre temps, la très grande difficulté de compréhension des conséquences des choix politiques, la distorsion des directives en fonction

14. J. Arch Getty, R. T. Manning, *Stalinist terror, new perspectives*, 1993, p.7

15. Sur cette question, nous ne pouvons que conseiller la lecture de *Appendix: the Kirov assassination*, dans *Origins of the Great purges*.

des réalités locales et des potentats locaux, s'est payée extrêmement cher. Mais cette peur n'était pas sans raisons concrètes et matérielles :

« Les staliniens n'ont jamais eu l'impression qu'ils étaient à la tête du pays. Les transports et les communications étaient médiocres, les représentants étaient peu nombreux, surtout en dehors des villes. Il n'y a même pas eu de ligne téléphonique vers l'Extrême-Orient soviétique avant les années 30. Dans la partie européenne relativement développée de la Russie, la plupart des communications avec les comités du parti se faisaient par télégraphe ou par lettres livrées à motocyclette. La boue et la neige isolaient de nombreux villages du régime pendant des mois de l'année. Les responsables locaux du parti interprétaient rarement les directives de Moscou en fonction de leurs objectifs locaux et les interprétaient mal. Le Comité central s'est plaint tout au long de la décennie du manque "d'exécution des décisions" et a passé beaucoup de temps à créer des mécanismes pour contrôler les dirigeants locaux mécréants et désobéissants.

Les régimes établis qui reposent sur une base d'acceptation populaire générale et d'ordre consensuel n'ont pas besoin de recourir à la terreur; ils peuvent compter sur le consensus (et/ou l'hégémonie au sens gramscien) pour assurer la stabilité et, comme l'a noté Pierre Bourdieu: Une fois qu'un système de mécanismes s'est constitué, capable d'assurer objectivement la reproduction de l'ordre par son propre mouvement, la classe dominante n'a plus qu'à laisser le système qu'elle domine suivre son propre cours pour exercer sa domination ; mais tant qu'un tel système n'existe pas, elle doit travailler directement, quotidiennement, pour produire et reproduire des conditions de domination qui, même alors, ne sont jamais entièrement dignes de confiance.

Les bolcheviks, même dans les années 1930, n'ont jamais bénéficié d'un tel niveau d'acceptation et ont toujours craint pour la sécurité du régime. Ils ne pouvaient pas simplement « laisser le système qu'ils dominent suivre son cours » et estimaient qu'ils devaient y travailler. Ils pensaient qu'ils devaient "(...) travailler directement, quotidiennement, personnellement, pour produire et reproduire des conditions de domination qui, même alors, ne sont jamais entièrement dignes de confiance." »¹⁶

16. J. Arch Getty, O. V. Naumov, *The road to terror, Stalin and the self destruction of the bolsheviks 1932-1939*,

Ce sentiment d'encerclement et ce manque de confiance ne pouvait que se comprendre. Il rapproche, de ce point de vue, l'expérience de la terreur de 1937 d'événements comme les procès des sorcières de Salem. Il existe cependant un réel danger de voir ce sentiment d'isolement prendre le pas sur tout raisonnement cohérent. Pour pouvoir le comprendre, il est nécessaire de pouvoir enrichir son point de vue d'autres sources.

L'hypothèse même de s'appuyer sur les travaux de scientifiques bourgeois passe parfois pour une hérésie. Elle remettrait en cause l'infailibilité des grands théoriciens du marxisme. Pourtant cet enrichissement est plus que salutaire pour plusieurs raisons :

- Indépendamment des immenses qualités de ceux qui ont pu travailler à la constitution de la théorie marxiste, ils n'en restent pas moins des individus, non des sur-hommes ou des sur-femmes. Ces individus ont commis des erreurs, ont lancé des ballons d'essai, se sont ravisés, etc. Comme il existe une progression, une trajectoire, leurs travaux sont de facto de qualité inégale.
- La construction des expériences socialistes s'est faite dans un contexte extrêmement difficile, dans lequel les décisions prises par la direction avaient un caractère expérimental. Les acteurs eux-mêmes ne peuvent pas forcément avoir le recul nécessaire sur leurs propres actions. Elles pouvaient avoir également des effets imprévisibles, comme la stagnation de 1936-1940.
- Certains choix politiques et économiques ont eu des effets de retro-action absolument imprévus : c'est le cas du stakhanovisme par exemple, qui, en mettant l'accent sur le travail individuel, entraînait parfois des dysfonctionnements dans le travail collectif. Paradoxalement, les cadres techniques, en voulant intégrer les stakhanovistes dans le plan de travail, ont été accusés de sabotage.
- Beaucoup de ceux qui ont écrit sur ces questions, à cette période, se sont trouvés pris au piège entre deux tâches contradictoire : d'une part analyser l'URSS et son fonctionnement, de l'autre la défendre. L'un implique des critiques, l'autre un soutien sans faille. Le plus souvent, les organisations communistes (dont le PCF), ont mis à l'index toute critique de l'URSS, entravant l'émergence d'une histoire « objective ».

- Pour ces mêmes raisons, les études tout à fait honorables, réalisés par des scientifiques sincères ont été boudées par les militants et militantes. D'autres ont été écrites sur la base de matériaux premiers de mauvaise qualité, et donc ont donné des résultats négatifs (comme les tomes 2 et 3 de *La lutte des classes en URSS*, basées en grande partie sur les travaux du trotskiste Pierre Broué.
- Ultimement, les expériences socialistes ont échoué. Il n'est donc pas possible de se fier uniquement à l'opinion de leurs principaux acteurs pour tout analyser et tout comprendre.

Pourtant, un travail critique est plus utile pour nous, actuellement, qu'un travail apologique mais creux. Et, en dernière instance, ces travaux tendent à mieux défendre l'URSS et le communisme que la propagande bas-de-gamme. Ces travaux permettent de voir que l'Union soviétique de la période stalinienne était loin d'être monolithique, d'être une mécanique froide et rodée. Sa direction elle-même était très éloignée d'un bloc figé, soumis et tremblant de peur devant la seule personne de Staline. Le portrait qu'en font les chercheurs et les chercheuses actuelles est très éloigné de cela. Il est celui d'une société bouillonnante, pleine de contradictions, dans laquelle la population est loin d'être passive. La direction moscovite apparaît parfois lointaine, tandis que ses vues ne sont pas toujours appliquées par les échelons inférieurs du Parti.

Ce nouveau portrait remet en cause le récit téléologique, l'histoire policière et totalitaire de l'URSS. Des événements aussi imbriqués que les Grandes purges, les Grands procès et la Grande terreur apparaissent désormais comme étant les fruits de processus distincts les uns des autres. Elles permettent de voir également qui étaient les condamnés, quelle était leur sociologie, les élites étant nettement plus vulnérables que les ouvriers et ouvrières.

La société soviétique apparaît plus concrètement, avec sa relation avec le pouvoir, mais également les relations de ses différents corps les uns avec les autres. Ainsi les cibles de la répression ne sont pas toujours décidées au sommet, mais peuvent provenir de réunions plénières de partis et de sans-partis (comme la « purge par en bas » de 1935). Les paysans dénoncés comme koulaks par les autres villageois ne sont pas toujours les plus riches, mais parfois les moins bien intégrés dans le kolkhoze ou dans la communauté. Les ingénieurs dénoncés comme saboteurs par les ouvriers sont parfois simplement mal aimés, ou inquiet de la désorganisation produite par le stakhanovisme¹⁷...

17. A ce sujet, il est plus que conseillé de lire J. A. Getty, R. T. Manning, *Stalinist terror: New perspectives*. Cambridge University Press, 1997, qui compile plusieurs articles sur ces questions.

Il est possible également d'en savoir plus sur le point de vue de la direction elle-même, sur son univers mental, sur sa perception des menaces et des difficultés. Staline ne peut plus être, dans l'état actuel des choses, considéré comme un «roi solitaire», mais au contraire ne peut plus être isolé de son équipe¹⁸. Ces travaux redessinent les perspectives de compréhension des rapports de pouvoir au sein du Comité Central du PC(b)US. Les rapports sont plus ou moins tendus, plus ou moins conflictuels, plus ou moins confraternels... Mais surtout, une forme de pluralisme politique émerge, pluralisme dans les limites de la construction du socialisme. Si les fractions ont été interdites en 1921, il existe toujours des tendances et des clans.

Dans les années 1930, par exemple, la ligne de fracture passe entre Molotov et Ordjonikidzé, qui vont jusqu'à se confronter l'un à l'autre en plein congrès (1934), sur la question du rythme d'industrialisation. Plus tard, elle est entre Jdanov et Iejov, l'un pensant que les problèmes au sein du parti se résolvent par la hausse du niveau théorique et politique, l'autre par le fait de «démasquer» les traîtres. Staline, loin d'être un personnage faible, ne semble pas pourtant faire preuve d'un avis tranché sur l'ensemble des questions, s'en remettant à ses subordonnés. Surtout, alors que la doxa totalitaire en fait quelqu'un dont le pouvoir atteint un sommet dans la période 1945-1953, il se montre de plus en plus absent, chaque fois davantage isolé, et finalement presque sur le banc de touche après un XIX^e congrès catastrophique pour la gauche de son équipe.

1) LUTTER CONTRE LA CONSPIRATION OMNIPRÉSENTE.

Ces travaux de recherche mettent fin au mythe conspirationniste d'une direction intégralement trustée par Staline, qui impose son agenda personnel. Elle replace la direction soviétique dans une situation nettement plus réaliste, son omniscience et sans forcément une maîtrise parfaite des événements. Les emballements existent, comme pendant la collectivisation, qui forme une véritable révolution culturelle. Des bataillons entiers de jeunes activistes bolcheviques sillonnent les campagnes. Ils appliquaient avec un zèle parfois féroce les directives du Parti, quitte à les outrepasser, au nom de la révolution. Getty, à nouveau, en parle ainsi :

«La révolution stalinienne a été une campagne enthousiaste, pas une politique. Les normes industrielles scientifiques et les calculs rationnels du potentiel agricole ont été mis de côté au profit d'une mobilisation enthousiaste. «Les bolcheviks peuvent

18. S. Fitzpatrick, *Dans L'équipe de Staline: De si bons camarades*, 2018.

prendre d'assaut n'importe quelle forteresse» est devenu le mot d'ordre de la nouvelle révolution ; la vitesse et la quantité plutôt que la précision et la qualité sont devenues les critères de succès. Des avertissements prudents furent dénoncés comme du sabotage ou du « naufrage capitaliste », et une analyse minutieuse fut suspectée. Personne ne pouvait rester à l'écart de la grande poussée de modernisation et de socialisme. Et peu le faisaient. La période du premier plan quinquennal (1928-32) fut une période d'exubérance et d'enthousiasme. Des millions d'ouvriers sont allés à l'école et sont passés à la direction. Des millions de jeunes paysans se sont échappés des villages et ont afflué vers de nouvelles vies dans la construction.

Les jeunes se sont portés volontaires en grand nombre pour travailler à l'effort commun, pour aider à la collectivisation et pour améliorer leurs qualifications professionnelles. Pour les jeunes Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev (au pluriel dans l'extrait de départ), ce fut le meilleur des temps. C'était la période d'optimisme et de dynamisme et l'époque qui a lancé leur carrière. La mobilité ascendante enthousiaste des plébéiens ressemblait beaucoup à l'aboutissement de la Révolution : les travailleurs prenaient le pouvoir et construisaient le socialisme. »¹⁹

Finalement, l'explosion de violence de 1937, souvent perçue comme l'aboutissement d'un long processus policier téléguidé par Staline, se montre sous son vrai jour : une conjonction de différents processus arrivés à maturité.

- Des difficultés internes au parti : Frustration des échelons inférieurs du Parti face à la main-mise d'un certain nombre de potentats locaux. Méfiance de ces potentats face à ces subordonnés et subordonnées. Énervement de la direction face à l'immobilisme et au manque de réactivité des mandarins. Tentatives de ces mandarins de dévier l'énervement de la direction contre des boucs émissaires.
- Des problèmes économiques : Stagnation économique et accroissement des écarts de niveau de vie, produits par la complexification de l'économie. Refus des kolkhozes d'honorer leurs versements, ce qui s'est traduit pas l'impossibilité pour les stations de travail de payer le carburant et les pièces pour les tracteurs, entraînant des baisses dans les rendements agricoles...

19. J. A. Getty, O. V. Naumov, B. Sher, *The road to terror : Stalin and the self-destruction of the Bolsheviks, 1932-1939*, Yale University Press, 2010, p. 29

- Conflit entre les planificateurs et les stakhanovistes, ce qui désorganisait la production et entraînait des dénonciations, lesquelles contribuaient à désorganiser la production à leur tour...
- Des conflits de société, dans lesquels démasquer l'ennemi servait également à régler son compte à des affaires personnelles.
- Vampirisation des ressources par le budget militaire (le premier du monde) et méfiance grandissante envers la menace bonapartiste et fasciste.
- Des guerres internes et obscures entre factions au sein du Parti...

Quel rôle pour les procès de Moscou dans cette équation? La question demeure ouverte. Mais à minima, certaines choses sont claires. Trotski essayait de créer les conditions de son retour en URSS, quitte pour cela à passer les accords et les compromis les plus douteux. Il est cependant improbable que ses alliés et appuis, qui ne partageaient pas ses thèses, lui auraient laissé la moindre chance de revenir. Le compte rendu fait par l'agent du NKVD, Mark Zborovski, compagnon de beuverie du fils de Trotski, montre le peu de confiance qu'avait celui-ci dans ses chances de succès.

Boukharine, Rykov, Tolski ou d'autres ont probablement agi en fonction de leurs opinions, en étant effrayés par la collectivisation et la planification, et ont certainement essayé de trouver les moyens d'arrêter les frais. Mais il n'est pas exclu non plus qu'une certaine prophétie auto-réalisatrice se soit opérée: Boukharine sentant le sol se dérober sous ses pieds, essayant de trouver des issues illégales, ce qui confirmait les soupçons de ses persécuteurs...

Il existe également, dans le choix de la mise en scène et du caractère public de ces procès, une dimension de «prophylaxie sociale», pour reprendre les termes de Annie Kriegel. Cette prophylaxie servait à démontrer que quiconque, quelle que soit sa place dans la hiérarchie du Parti, pouvait chuter s'il transgressait les lois.

Quant à l'armée, le travail sur les purges militaires permet de les restituer dans leurs justes dimensions, soit 6 à 7 % de militaires démis de leurs fonctions de manière définitive²⁰. Quant à Toukhatchevski lui-même, la fermeture des archives sur cette question la rend, pour le moment, insoluble. Cela n'enlève rien au fait que, politiquement parlant, le maréchal avait le «profil parfait» pour être un équivalent à Bonaparte.

20. R. R. Reese, *The Red Army and the Great Purges* in J. A. Getty, *op. cit.* Cambridge University Press, 1997.

Or, si le détricotage des processus de la répression en général, et de la iejovchina en particulier, plus compréhensible, elle la rend aussi nettement moins acceptable que dans la doxa totalitaire inversée. Cette doxa exige qu'elle soit jugée comme un «mal nécessaire». Aujourd'hui, elle ne peut ni être vue comme une opération téléguidée pour «sauver le Parti», ni comme une opération pour l'inféoder à l'ogre stalinien. Elle est ce qu'elle est: une singularité de violence, à la croisée d'une multitude de chemins.

L'une comme l'autre survivent cependant. Chez les anticommunistes, la même rengaine est répétée. Dans nos rangs, inlassablement, nous entendons aussi les mêmes histoires. Elles sont celles qui sont les plus diffusées. Ainsi dans *Staline: Histoire et critique d'une légende noire*, Domenico Lorduso, a produit un immense mémoire en défense de Staline et du stalinisme. C'est quelque chose qui peut tout à fait se comprendre. Nous sommes un grand nombre à vouloir laver les affronts. Certains sont essayés à écrire de véritables actes de réhabilitation de Staline. Le grand problème de ce travail, au demeurant quasiment introuvable, est qu'il s'agit, là encore, d'un ouvrage bâti sur une histoire totalitaire inversée. D'une part, la pétition de principe est inversée (gentil au lieu de méchant), d'autre part, le contrôle totalitaire sur la société est maintenu, avec un Parti efficace et parfaitement rodé, avec des ennemis intérieurs qu'il faut liquider...Etc. En défendant Staline par Staline, ou par des contemporains, Lorduso pêche par les sources.

Plus complexe est la situation de Grover Furr²¹. Furr possède des sources nombreuses et variées. Il a réalisé aussi un vrai travail de fond sur les archives, notamment celles de Trotski, dans lesquelles il a pu trouver un certain nombre de mensonges et d'amalgames.

De ce point de vue là, il apporte des éclairages sur la propagande anti-communiste et sur le pont qui s'est formé entre l'anticommunisme de droite et celui «de gauche». Trotski, a son corps défendant, a été utilisé par la droite et l'extrême-droite dans leur croisade.

En ce qui concerne les purges et la iejovchina, il analyse parfois très justement les choses: il reprend de J. Arch Getty la question de la résistance des potentats locaux à la démocratisation. Il apporte des éléments convaincants sur l'exagération de la répression par ces échelons intermédiaires, dans le double but de remplir et de dépasser les plafonds d'arrestation maximum autorisés, mais également de rendre la répression inefficace en accusant et

21. Auteur de *Khrouchtchev a menti* (2011), de *Les amalgames de Trotski* (2015), mais aussi de *Iejov contre Staline* (2016).

contre-accusant tout ce qui bouge. Cependant, il fait de Iejov un conspirateur qui œuvrait dans le but de protéger l'appareil tout en discréditant la direction soviétique. En somme, un champion de la bureaucratie.

Ce portrait de Iejov est totalement contradictoire avec l'ensemble des travaux réalisés sur sa personne. Ouvrier, «vieux bolchevique», Iejov était plus connu pour sa détestation de la bureaucratie que pour sa propension à la défendre. Dans les débats au sein du Politburo, il était un partisan constant du «démasquage» des ennemis de la révolution. Boris A. Starkov et John Arch Getty ont d'ailleurs proposé deux approches de la question dans *Stalinist terror, new perspectives*. Dans les deux cas, Iejov apparaît comme une personne sincèrement convaincue qu'il existe des conspirations anti-soviétiques dirigées par des cadres de l'industrie, ce qui fait écho à son parcours d'ouvrier personnel et à son inimitié pour cette catégorie sociale.

En retirant la possibilité de l'erreur de bonne foi, Furr appuie une hypothèse conspirationniste, hypothèse qu'il étaye en empruntant certains éléments à la méthode hypercritique: il joue sur le sens des mots (extorquer des aveux = faire avouer), récuse certaines sources ou certains témoignages sur la base d'un sophisme génétique, mais procède également par la pétition de principe (qu'il dénonce quand elle ne va pas dans son sens). Or, cette méthode ne permet pas de comprendre les faits, ni de pouvoir les défendre.

Paradoxalement, les travaux de Marc Ferro, de Alain Blum, de Nicolas Werth, ou d'historiens et d'historiennes anglo-saxons (Fitzpatrick, Arch Getty, Carr, Wheatcroft) sont plus utiles que ceux faisant une défense rigide. Ils peuvent parfaitement être employés conjointement avec les classiques pour permettre de retrouver véritablement le sens de ceux-ci.

Seul ce travail conjoint permet de comprendre l'intérêt de textes staliniens tels que le vertige du succès, ou encore pour une formation bolchevique. Ils révèlent des difficultés extraordinaires à mettre en œuvre la construction du socialisme. Ils contribuent aussi à rendre plus réaliste les portraits des acteurs: les choix de ceux-ci, parfois hasardeux, font écho à ceux qui sont faits à l'heure actuelle dans le milieu militant, ainsi que l'existence de réseaux, de conflits, de luttes souterraines où l'idéologie passe au second plan.

Quelque part, ne pas prendre en compte tous ces aspects revient à n'utiliser que la physique classique et la logique déductive pour comprendre le monde. Or, il existe aussi des phénomènes quantiques, contradictoires, qui brouillent l'analyse. À une certaine échelle, ils peuvent devenir primordiaux. C'est là où une compréhension profonde du marxisme est vitale.

IV. COMPRENDRE LE MARXISME ET L'HISTOIRE DU MARXISME EN PROFONDEUR:

Séparer l'activité militante du savoir des classiques et de l'enrichissement par l'expérience de l'histoire ne peut mener qu'à un échec. Ces trois aspects doivent être imbriqués les uns avec les autres, et se faire écho les uns aux autres. Ils entretiennent un rapport dialectique²².

- Le point nodal, incontournable, est le lien vivant avec les masses, avec les exploités et exploitées, avec les travailleurs. C'est à partir de la matière vivante que le marxisme a été construit. C'est l'étude du vécu et des rapports entre les individus qui a permis de pouvoir lui donner forme. De plus, sans connaître le vécu des travailleurs et des travailleuses, leur état d'esprit, leurs questionnements, il n'est pas possible de réaliser quoique ce soit d'utile. De même, le travail d'enquête ne peut se limiter aux seules classes amies, aux exploités et exploitées, aux opprimés et opprimés. Il doit se marier avec un travail sur l'état d'esprit et les buts de la bourgeoisie et des classes ennemies. Cette compréhension globale de la société permet d'éviter une analyse cloisonnée et fragmentée de celle-ci et permet de la replacer dans une approche systémique: de la société et de ses rapports en tant que système (en prenant en compte notamment les attachements, les superstitions, mais aussi le nationalisme).
- Le second aspect est par l'étude des classiques du marxisme. Les bases théoriques qui permettent non seulement de réaliser l'enquête, mais également de pouvoir tracer des perspectives — politiques comme organisationnelles — sont présentes dans ces travaux. A cela, il est important d'adjoindre les travaux des continuateurs et de ceux qui ont continué à l'approfondir, à le développer, à l'enrichir. En revanche, se limiter à cela n'est pas suffisant. Pas suffisant parce que cela n'embrasse pas toute la complexité des questions qui se posent, mais également parce qu'il est important de soumettre au feu de la critique les connaissances et l'expérience accumulée. Un des apports les plus considérables de Mao Zedong

22. Marche de la pensée reconnaissant le caractère inséparable des propositions contradictoires (thèse, antithèse), que l'on peut unir dans une synthèse. L'un des apports de Mao Zedong à cette théorie est le fait qu'elle peut se résoudre de deux manières différentes: soit « deux fusionnent en un » ce qui implique une synthèse, soit « un se divise en deux » ce qui implique l'élimination d'une position fautive par une position juste.

sur la relation entre théorie et pratique est condensé dans contre le culte du livre (1930). Paradoxalement, certains groupes parviennent à en faire une lecture dogmatique, brisant par là même le contenu de cet ouvrage.

Les apports des exégètes et des continuateurs jouent, ici, un rôle immense pour remettre en perspectives les classiques et leurs apports. Ils permettent de restituer un dans un contexte historique, social, économique, culturel, les œuvres. Mais l'histoire permet également de pouvoir restituer le rapport de force dans lequel elles ont été rédigées. Les classiques et les travaux extérieurs permettent d'élever le regard de la pratique au-dessus de l'horizon. Ne pas se contenter de notre rapport individuel, étroitement subjectif, aux choses. Ne pas non plus se contenter de ce que peuvent produire ceux qui sont jugés et parties dans l'histoire.

Aussi talentueux et talentueuses pouvaient être — ou peuvent être — ceux et celles qui ont produit ces classiques, ils et elles restent des individus ou des groupes d'individus. Ces groupes et ces individus sont prisonniers de leurs limites personnelles, physiques. Ils sont aussi fils et filles de leur temps, d'un contexte, et sont bridés par l'avancée des sciences.

Ainsi, faire l'apologie de Trofim Lyssenko en 1930 n'est pas la même chose que de le faire après la découverte de l'ADN, par exemple. Vouloir liquider les moineaux de Chine illustre le manque de compréhension du fonctionnement de l'écosystème, mais il s'agissait d'un sujet balbutiant à l'époque. Parler de races, tout comme la compréhension de l'homosexualité, de la transidentité, ou d'autres sujets de ce type ne se fait pas de la même manière en 1930 qu'en 2020. Les connaissances ont progressé, et la manière dont les marxistes portent un regard sur ces questions doit aussi évoluer.

Ces regards contextualisés permettent de mieux comprendre certains processus. La question du Parti unique ou des listes uniques est un des exemples. Jamais ce monopole du PC(b)US n'est présenté comme une situation « normale » ou « souhaitable ». Bettelheim²³ note par exemple que le programme du PC n'était absolument pas fixé sur ces questions. Si l'interdiction des partis s'est produite à la suite de leur attitude contre-révolutionnaire, elle n'était pas dans les « gènes » du programme. Il en est de même sur les listes multiples, rétablies en 1936-1937, avant que l'irruption de la guerre n'y mette un terme.

Chez Staline, le discours aux stakhanovistes ne s'adresse pas au même public que les vertiges du succès ou que le discours du 7 juillet 1941. Leurs

23. C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS: Première période, 1917 - 1923*, Maspero, 1974, p.226-239

contextes, leurs destinataires, leurs objectifs sont différents. Ils doivent donc être abordés avec le même travail critique que toute source. Dans le discours aux stakhanovistes, Staline s'adresse à des ouvriers, communistes ou non. Dans les vertiges, il s'adresse aux cadres du Parti, tandis que dans le discours du 7 juillet, il appelle à toute la société à faire bloc contre l'invasion germano-fasciste. Cela prend une tournure encore plus cruciale quand il s'agit de textes comme les écrits de prison de Gramsci, dans lesquels celui-ci ne peut s'exprimer qu'à mots couverts.

Considérer ces textes sans considérer leur contexte, cela revient à les amputer de la très large majorité de leur intérêt. Aucun écrit n'est une parole d'évangile valable en tout temps. L'atemporalité est absolument contradictoire avec les fondements même du marxisme.

A cela s'ajoute le terrible prisme du fait qu'ultimement, l'ensemble des expériences socialistes ont échoué. Donc cela signifie que soit ce qui a été écrit dans les livres est faux, soit qu'il n'a pas pu être correctement appliqué. Dans les deux cas, les réponses ne se trouvent pas données directement sous la plume de ceux qui les ont commises. De même, il est possible de se tromper ou de ne pas voir certains phénomènes se développer. Il est hautement improbable que Staline, par exemple, ait anticipé d'une manière claire le risque de déstalinisation, pas plus que Mao la défaite de sa ligne politique dès après sa mort. Si le risque était perçu, sa solution n'était pas donnée. Si elle a été donnée, elle n'a pas été appliquée.

Nous devons, dans ce cadre-là, prendre en compte le point de vue d'autres acteurs. Même des ennemis jurés du socialisme peuvent nous aider à trouver notre propre failles de raisonnement. Ces ennemis font un travail que nous négligeons bien souvent, c'est celui de nous prendre à rebours, de nous tester, de nous contester. Notre blindage n'en sera que plus trempé.

C'est aussi là où apparaissent les stérilités des idéologies qui ont rejeté en bloc l'analyse des expériences socialistes. La plupart du temps, les courants anarchistes ou trotskistes se sont contentés d'évacuer la question. Ces courants peuvent se permettre de négliger cette étude sur la simple de l'échec de ces expériences. Leurs réponses seront alors invariablement construites comme un discours téléologique, dans lequel chaque pas de la direction ne sert qu'à amené vers la tombe du socialisme.

D'autres, comme le dirigeant albanais Hoxha, ont procédé avec le même raisonnement fallacieux: l'échec de la Chine après Mao est interprété comme sanctionnant intégralement l'expérience. Cette manière de penser fait que

ses continuateurs continuent de rejeter tout ce qui a été produit en Chine. Inversement, un certain nombre de maoïstes rejettent en bloc Hoxha et ses travaux du fait de ce terrible crime de lèse-majesté. Pourtant, Hoxha a écrit des travaux fondamentaux sur la question de l'Europe de l'Est, du Bloc Est et de l'intégration dans celui-ci. Que Hoxha ait failli ne supprime pas la valeur de ses travaux²⁴. Nous pensons qu'il vaut le coup de lire les deux ne serait ce que dans une dimension comparative. D'une manière générale, tout devrait être lu, sans tabou, pour réaliser ce travail critique. Les écrits des différentes oppositions soviétiques, en particulier l'opposition ouvrière, méritent d'être consultés.

Nous nous sommes focalisés, pour notre part, sur l'URSS pour une raison fondamentale: la disponibilité des archives à la suite de la dissolution de l'Union soviétique. Cela permet de ne pas dépendre de la spéculation et de l'acte de foi pour permettre de vérifier les hypothèses, mais bien sur des documents internes et vérifiables.

La chute de l'URSS, qui solde une série de revers, n'a pas été une nouvelle positive en soi. Mais elle est là, elle est consommée. Autant en tirer le plus possible d'éléments utiles. Les travaux des chercheurs et des chercheuses honnêtes intellectuellement, motivés par d'autres raisons que de criminaliser l'URSS — mais ayant peu pignon sur rue — est une manne immense.

Si la fin de l'Union soviétique peut permettre de déboucher sur un aspect positif, c'est bel et bien celui-ci: comprendre. Comprendre, analyser, trouver les failles. Si ce travail n'est pas réalisé, la chute aura été une pure perte.

Dans notre formation de militants et de militantes, pourtant, nous ne pouvons nous permettre de faire l'impasse sur les questions les plus difficiles. Ne serait-ce que dans le but de ne pas faire de l'adhésion à notre lutte un simple acte de foi nourri par la présomption et les illusions. Nous devons au contraire les traiter avec d'autant plus de rigueur que celles-ci sont à la fois importantes pour le passé et pour l'avenir.

Ceux qui avaient vécu avec l'illusion d'une patrie du socialisme pure, sans le moindre défaut, sans la moindre erreur, ont été clairement désabusés lorsque les premiers témoignages des camps sont arrivés, où lorsqu'il a commencé à être clair que l'URSS révisionniste ou la Chine de Deng Xiaoping n'étaient pas porteur des espoirs de révolution mondiale. Un certain nombre se sont

24. La bibliothèque marxiste, par exemple, ne mentionne aucun ouvrage de Hoxha, tandis que des auteurs s'étant solidarisés avec l'URSS révisionniste sont présents. Même le défunt site, pourtant très albanophile, *Communisme-Bolchevisme* faisait preuve de plus de nuance.

rués d'un camp à l'autre, vomissant avec autant d'ardeur ce qu'ils avaient pu aimer d'un amour inconditionnel auparavant. Isaac Deutscher parlait ainsi de Stéphane Courtois, auteur du *Livre noir du communisme*:

«Il demeure un sectaire. Il est un stalinien renversé. Il continue de voir le monde en noir et blanc, sauf que les couleurs sont maintenant distribuées différemment. Lorsqu'il était communiste, il ne voyait pas de différences entre les fascistes et les sociaux-démocrates. En sa qualité d'anticommuniste, il ne voit plus de différence entre le nazisme et le communisme. Avant, il acceptait la prétention du parti à l'infailibilité ; maintenant, il se croit lui-même infailible. Ayant déjà été prisonnier de la "plus grande illusion", il est à présent obsédé par la plus grande désillusion de notre époque.»²⁵

Deutscher, grand défenseur de Trotski, porte là un jugement dur mais sincère: la foi ne fait pas l'engagement. La désillusion de Courtois, dans un sens, est compréhensible. Mais cette désillusion du petit-bourgeois radical peut nous guetter aussi. Immunisons-nous contre elle: regardons notre passé, notre histoire, sans fard, sans zone d'ombre, mais aussi sans honte.

À moins d'être totalement isolée du monde, la nouvelle génération de communiste ne peut pas ne pas connaître les accusations de la bourgeoisie contre les expériences socialistes. Cette nouvelle génération se construit et doit se construire dans une défense résolue, scientifiquement documentée, rationnelle, de l'expérience socialiste. L'échec de cette expérience doit être utilisé au maximum pour permettre d'en tirer des conclusions sévères mais justes, et surtout des leçons pour l'avenir.

Nous ne devons pas occulter les difficultés de la construction du socialisme ou les erreurs commises. Nous devons les comprendre et les intégrer. Cela ne peut que permettre d'être plus efficaces pour les anticiper et les régler dans de bien meilleures conditions que celles auxquelles ont pu être confrontés nos prédécesseurs. Rompre avec la pétition de principe, avec le postulat totalitaire, qui explique tout en n'expliquant rien, c'est rendre plus vivante et plus réelle cette expérience. La rendre plus proche de nous et en rendre la réédition plus accessible et plus réelle.

25. I. Deutscher, «The E x-Communists Conscience», *Marxism, Wars and Revolutions. Essays from Four Decades*, Verso, 1984, p.5354.

1) DÉPASSER LE FOLKLORISME ET LE DOGMATISME, ALLER DE L'AVANT.

Nous cherchons tous des voies pour nous améliorer dans notre compréhension du marxisme. Cette formation est essentielle pour construire l'ossature du Parti de demain. La formation est non seulement essentielle, mais vitale. Il s'agit d'un travail long et continu, ardu, d'autant qu'il existe des ruptures dans la transmission du savoir et de l'expérience. Depuis le début des années 2000, surtout depuis la crise de 2008 et les politiques d'austérité, en France, il existe une indéniable progression des idées révolutionnaires.

Le durcissement de la situation économique s'est traduit par une hausse des tensions sociales, internes et externes aux États. Cela se traduit également, mécaniquement, par une pression davantage importante sur les droits politiques. La violence d'État et la violence sociale ont franchi plusieurs paliers. Le fait que la dictature de la bourgeoisie se soit démasquée rend les idées révolutionnaires nettement plus compréhensibles aux yeux des masses populaires et de la petite bourgeoisie radicalisée. En dépit de l'intense propagande anticommuniste, qui s'accroît de jours en jours - mise en avant du Goulag, négation des avancées sociales, focalisation sur des phénomènes comme le traité de non-agression germano-soviétique — les communistes n'ont jamais eu autant pignon sur rue.

Les positions politiques, le discours, l'acceptation de la violence, ne sont plus les mêmes qu'avant la crise. Aujourd'hui, les organisations se revendiquant du léninisme ou du maoïsme ne choquent plus tant qu'il y a 15 ans. Elles se sont répandues, se sont banalisées dans la société. Dans le cadre du travail militant et de la coopération entre organisations, les cordons sanitaires se délitent. Ceux-ci, dressés par les trotskistes, les anarchistes ou les réformistes (parfois tous ensemble et parfois même à l'appel des fascistes²⁶), que certains et certaines ont pu connaître, s'effritent ou paraissent désormais complètement invraisemblables²⁷. De ce point de vue là, il s'agit d'une incontestable victoire.

Cependant, la véritable victoire n'est pas tant de parvenir à exister parmi les autres courants, mais bien de réaliser la tâche particulière du nôtre: rassembler, mobiliser, former, et construire les outils de la victoire. Or, cela ne

26. En 2009-2010, les fascistes lyonnais avaient dénoncé la présence de militants et militantes ML/MLM dans les collectifs de vigilance. Certains militants ou certaines militantes anarchistes avaient alors embrayé le pas en réclamant, par voie de presse, l'exclusion de ces militants et militantes. Si l'affaire à fait long feu, elle est néanmoins illustrative d'une situation récurrente. Le MLPD a dénoncé des procédés similaires visant à l'exclure des mobilisations collectives contre la destruction de la forêt rhénane.

27. Anonyme, «Le retour des léninistes, une aberration historique», *Rebelle*, 2010.

peut-être fait sans liens avec les masses, mais également sans la construction d'un noyau dur, capable de pouvoir former l'ossature (idéologique et organisationnelle) d'un futur Parti. Former et se former prend un temps et une énergie conséquente. Cela demande un travail collectif comme un travail personnel. Ce dernier est d'ailleurs irremplaçable. Sans formation solide, l'émergence d'une génération de cadres ne peut être pleinement réalisée.

Il existe une pression intense, celle d'avoir un point de vue sur tout, sur l'ensemble des questions historiques, politiques, idéologiques, sociales... Face aux lacunes, des phénomènes compensatoires sont mis en œuvre. Ceux-ci se traduisent de diverses manières: par le folklorisme, le sectarisme, la présomption, ou par la compromission, le centrisme, parfois en zigzagant de l'un à l'autre. Nul n'étant parfait, nous sommes toutes et tous, à divers degrés, concernés par ces travers et par ces maux. Cela n'a pas pour vocation de jeter l'opprobre sur ceux et celles qui peuvent commettre ces erreurs. Elles sont éminemment compréhensibles et pardonnables. Mais elles demandent d'être reconnues pour être combattues, notamment par le travail de critique/autocritique. Elles doivent être prises en considération et faire l'œuvre d'une vigilance constante.

Lorsqu'elles ne sont pas combattues, ces déviations peuvent prendre une tournure extrêmement néfaste. La première étant le folklorisme. Or, rien n'est plus rebutant que le fait de voir des individus se «déguiser en communistes». Rien n'éloigne plus les masses populaires que le fait de voir des individus qui se griment en ouvriers, se griment en gardes rouges, se griment en tchékistes. Le folklore peut être amusant, dans un certain cadre, il peut servir de caricature ou de satire. Mais pris au premier degré, comme le principal moyen de relation avec les masses, il ne peut déboucher que sur quelque chose de stérile ou qui contribue à accroître la césure entre les militants et militantes, souvent issus de la petite bourgeoisie radicale, et ceux et celles qu'ils prétendent organiser. Ce n'est pas un problème nouveau.

Dans l'expérience soviétique, un point qui ressort constamment est la distinction entre le «bas peuple» et ceux qui «parlent bolchevique». S. Fitzpatrick, dans *Le stalinisme au quotidien*, A. Sumpf, dans *De Lénine à Gagarine*, ou encore J. Arch Getty dans *the road to terror* soulignent tous cette constante. TsiK ; Orgburo ; Politburo ; Narkom à l'époque, mais aujourd'hui AG ; congrès ; CR ; CF ; agitprop ; révisio ; confusionniste...etc les acronymes, les mots-valise, le jargon technique ne manque pas. A cela s'ajoutent des références historiques, des auteurs, des acteurs, qu'il faut connaître — parfois sans comprendre — pour «en être». Chaque courant et chaque subdivision possède sa langue, son vocabulaire. A cela s'ajoute d'autres marqueurs qui

consacrent un entre-soi militant: tenues, tatouages, tabous ou sujets à connaître par cœur. Si un langage technique ou précis permet de pouvoir décrire une réalité de manière complexe, détaillée, clinique, bien souvent, il distancie le monde militant du reste de l'univers. Cette séparation est caractérisée parfois ouvertement entre « militants » et « civils » ou « normies ».

Or, cet entre-soi, aussi confortable soit-il, n'est pas juste. Il est le plus souvent un aquarium d'eau croupie. Permettre de l'assainir, de le briser, ne peut se faire qu'en parlant la langue des masses populaires, non en tentant vainement d'impressionner avec un langage complexe, cryptique, tout juste bon à éloigner le profane. C'est dans ce cadre que la maîtrise de la mémétique, l'étude des références culturelles communes, trouve sa place. Cette science, dont les bases ont été posées par Richard Dawkins en 1976²⁸, est celle qui permet de comprendre la transmission du patrimoine culturel.

Cela ne date pas d'hier: une des raisons de la victoire de la ligne stalinienne sur les autres réside là: une simplicité dans l'explication, un rapport pragmatique aux questions pratiques, le fait de parler une langue comprise par le prolétariat et les éléments prolétariens du parti. Le mépris de classe de Trotski, par exemple, a repoussé plus d'un militant ou d'une militante. Pour être compris, il faut donc parler la langue de son interlocuteur pour transmettre ce que nous voulons transmettre. Et pour le transmettre simplement, il faut le comprendre.

Les racines sont là: le folklorisme est bien souvent le dogmatisme des ignorants et des ignorantes. Mais le dogmatisme lui-même est une politisation imbécile. Il ne s'agit pas d'injurier ceux qui en sont victimes, mais bien de le reprendre sous sa forme première: de Imbecillus, sans appui. Sans béquille. Il s'agit d'une compréhension plate, morte, des choses. Le dogmatisme étant basé sur l'imitation atemporelle, il est par voie de conséquence stérile. Si les dogmatiques possèdent une connaissance livresque, elle est celle de moines copistes, sans la moindre relation avec la base même du marxisme, véritable science de la transformation et de la révolution. Reconnaissons à certains d'avoir sauvé, par ce travail, un corpus irremplaçable. Mais cela n'empêche pas qu'ils soient, le plus souvent, des éléments qui retardent l'émergence du Parti. Cette approche ossifiée des questions théoriques, idéologiques, et donc, organisationnelles, maintient les organisations politiques à un stade embryonnaire.

28. R. Dawkins, *The Selfish Gene*, Oxford University Press, 1976.

En premier lieu, il faut comprendre que cette tendance est générale. Elle ne peut être autrement dans l'état de faiblesse des organisations communistes en France — et plus largement en occident. Aujourd'hui, aucune ne peut prétendre — et certainement pas l'UnCo! - posséder un regard qui embrasse l'intégralité des questions, qui répond à tous les problèmes et qui possède les clés du succès.

Nous, comme bien d'autres, nous sommes construites autour d'un petit noyau. Sur la base de ce petit noyau, nous avons aggloméré des informations et des connaissances nouvelles. En fin de compte, nous avons obtenu ce qui nous paraît une certaine vérité. Une certaine analyse de la situation, une certaine approche théorique, idéologique, programmatique...qui fait consensus dans notre organisation. Cela ne signifie d'ailleurs pas un alignement total des uns sur les autres. Cette vérité permet un fonctionnement pratique de notre organisation, mais elle ne peut pas suffire pour faire face aux immenses tâches que nous nous fixons.

Il existe en cela deux questions sous-jacentes, qui ne peuvent d'ailleurs pas être artificiellement séparées les unes des autres. Ce sont celles du fonctionnement interne et de la politique externe. Les deux sont des questions idéologiques extrêmement importantes, et dans lesquelles la confrontation avec l'expérience passée est salutaire.

2) UTILISER L'EXPÉRIENCE PRÉCÉDENTE POUR MIEUX FONCTIONNER.

Au-delà de l'importance de faire le bilan, il s'agit de l'utiliser à bon escient. L'histoire de la construction de l'Union soviétique et des États socialistes, de l'ensemble des expériences révolutionnaires, y compris avortées, échouées, incomplètes, ne sert à rien si elle n'est pas utilisée pour l'avenir. Elle doit permettre de trouver des clés pour notre situation actuelle.

Elle doit nourrir notre réflexion sur comment gagner face à la bourgeoisie et comment parvenir à pouvoir construire une société socialiste puis communiste. La compréhension profonde du marxisme et de l'histoire des expériences socialistes, au lieu d'en crispier la défense, permet au contraire de la renforcer et de l'assouplir en même temps. Elle réalise le principe fondamental que toute organisation politique révolutionnaire doit avoir: une tactique souple et une stratégie rigide.

Or, pour que l'une puisse être rigide et l'autre souple, cela demande à la fois de lutter contre l'empirisme (qui fait naviguer à vue), le libéralisme (qui déstructure l'organisation) et contre le dogmatisme (qui superpose des

concepts abstraits à des situations concrètes) et le monolithisme (qui fige l'organisation et les principes d'adhésion).

- L'empirisme est un problème de méconnaissance et d'incapacité de pouvoir relier les situations concrètes à des principes généraux, de déterminer les contradictions principales, secondaires. Cet empirisme nie le plan de travail, et fait que chaque acte de l'organisation est un acte isolé, sans liens les uns avec les autres.
-
- Le libéralisme est un autre problème, il est notamment lié à la discipline interne. Il ramène à l'importance de l'unité de l'organisation: elle existe pour fonctionner et pour être efficace, avant d'être un lieu de débat et un club de discussion. La permissivité rend impossible de fait de se fixer des objectifs et de les atteindre.
-
- Le dogmatisme va de pair avec le monolithisme. Ce dernier peut être désirable, il est parfois mis en avant par des organisations communistes. Pourtant, il est substantiellement mortifère. Il se heurte à deux aspects: la pluralité de points de vue dans l'organisation et la pluralité de situations que les organisations politiques ont à affronter.
-

Les contradictions du capitalisme et les inégalités de développement existent même dans un État impérialiste comme la France. Pour lutter contre le capitalisme, il existe une grande stratégie unique, qui est celle qui correspond à la situation globale de notre État et de notre système économique²⁹. Cependant, compte tenu des situations spécifiques et des réalités locales, il existe des stratégies de détail à avoir, ainsi que des tactiques à appliquer. De fait, ces réalités différentes font que le monolithisme n'est pas une réponse appropriée. Les organisations ne peuvent agir comme des blocs. Elles doivent assurer aux sections ou aux cellules une possibilité de faire face au mieux possible. Cela est valable pour les réalités locales, mais également pour les réalités sociales: la question de la jeunesse, des femmes, des minorités de genre ou sexuelles, de la confrontation au racisme...

Intégrer que l'organisation n'est pas un bloc, laisser la possibilité du débat et de la discussion de fond, c'est ce qui permet également de passer d'une «compréhension crispée» à une «maîtrise détendue». Cette «maîtrise détendue» est essentielle: elle permet d'analyser le travail des périphéries,

29. Par système économique, il faut entendre non seulement l'économie «de» France, mais également ses ramifications dans le système colonial et néo-colonial. Cet espace doit être considéré comme poreux. Ce constat nous pousse notamment à nous inscrire dans le travail international de l'ICOR, et plus spécifiquement dans le fait de construire une *task force* spécifique à l'impérialisme français.

et permet de déterminer ce qui peut être une menace réelle pour la santé de l'organisation, mais aussi de laisser la possibilité et la liberté d'action aux camarades. Réagir comme si chaque question était une question vitale, comme si chaque prise de position mettait en péril l'organisation entière, nuit à l'émergence et à la progression de cadres nouveaux. À nouveau, leur maîtrise progressive se fait pas en imitant les positions du centre, non en avançant objectivement.

Cette imitation, dans les organisations monolithiques, s'est vue par le passé. Les hommes de cour, comme Nikita Khrouchtchev, par exemple, ont pu très longtemps cacher leurs conceptions profondes, se contentant d'opiner face à la direction. Ces adhésions de façade sont un premier problème.

Le second est que, sans cette capacité à comprendre ce qui est primordial et ce qui est secondaire, comment déterminer qui peut être recruté? Comment, également, parler aux masses? Comment ne pas maintenir tout nouvel adhérent ou adhérente dans un purgatoire mi-extérieur, mi-intérieur, en attendant que celui-ci imite parfaitement les positions du centre? Nous ne prétendons pas avoir de réponse parfaite, mais elle n'est certainement pas dans une adhésion idéologique, qui prend un temps conséquent, mais bien dans une adhésion politique, qui se base sur le programme.

Le troisième aspect est celui du contrôle, qui peut devenir un élément asphyxiant, par peur de la déviation. Il n'est pas à négliger.

Dans nos expériences militantes, nous avons côtoyé ou connu des organisations qui ont pratiqué ce mode d'organisation et de contrôle³⁰. Nous ne remettons pas en cause la bonne volonté de leurs membres. Mais ce contrôle négatif, par la brimade, par l'interdiction, par la mise à l'index de certains auteurs ou de certains sujets, a plus contribué à entraver le développement des organisations qu'à le construire. Nous pensons qu'il est important de se référer aux propos de Mao *«que cent fleurs éclosent, que cent écoles rivalisent»*.

La peur de la déviation idéologique est une peur sincère, mais elle ne peut pas être combattue par la censure ou par la répression. Elle se combat mais uniquement par la conviction et par la démonstration scientifique. Encore faut-il avoir la possibilité de l'élaborer.

30. Nous renvoyons à ce communiqué de l'Organisation Communiste Futur Rouge sur sa fondation, qui résume globalement le problème: <http://futur-rouge.overblog.com/communique-suite-a-notre-depart-du-rocml>

La légitimité d'une direction politique et organisationnelle se fait autant sur la production d'une ligne optimale que sur la capacité à pouvoir discerner les tendances profondes et les volontés profondes de l'organisation. Elle se doit d'y répondre en permettant d'intégrer dans un ordre du jour *ad hoc* les volontés combattives ou créatives de ses militants et militantes. C'est cette capacité de rationalisation qui permet de pouvoir canaliser utilement et positivement l'énergie interne aux organisations. Dans un certain nombre d'organisations, il existe une méfiance face à la contradiction ou face à l'initiative. Certes le spontanéisme, ce culte de la spontanéité des masses et la négation du travail de fond, est néfaste. Mais la spontanéité, le fait de « flairer l'occasion », de saisir la balle au bond, est un point d'appui immense. Certes, le plan de travail et les objectifs sont à respecter, mais la capacité à faire plus, à pouvoir prendre des initiatives est essentielle.

Au final, le contrôle paranoïaque finit par étouffer tout esprit d'initiative, au nom du sacro-saint plan de travail et de la sacro-sainte ligne. Or, la question de la lutte idéologique au sein du Parti politique est essentielle. Bettelheim en fait une description comme une différence fondamentale entre Lénine et Staline :

« Ici surgit un des aspects de ce qu'on a pu appeler "la question de Staline". Pour évoquer cette question [...] il faut rappeler, tout d'abord, que les positions de Lénine et de Staline concernant les problèmes de lutte idéologique au sein du parti étaient très différentes. En règle générale, Lénine a toujours placé cette lutte au premier plan. Il n'a jamais hésité à aller "contre le courant", si bien qu'il a été mis plus d'une fois en minorité au sein du Comité central, y compris sur des questions essentielles [...] Staline a conçu son rôle dirigeant autrement : sur les problèmes essentiels, a cherché avant tout [...] à exprimer les tendances profondes du parti, dont il était ainsi le porte-parole. À cet égard, les attaques polémiques contre Staline - qui est supposé, par sa "personnalité", avoir imposé au parti des conceptions qui lui auraient été étrangères - sont dénuées de fondement.³¹ »³²

« Même lorsque Staline, à certains moments, passe outre aux craintes ou aux réserves du Comité central et du Bureau politique,

31. Bettelheim exagère un peu, mais cela reflète le manque de sources à l'époque. Les travaux plus récents montrent que sur certaines questions, comme la réforme démocratique de 1936-1937, Staline s'est non seulement opposé à une partie du Politburo et du CC, mais s'est appuyé directement sur les masses pour appuyer ce processus. Il en a résulté notamment les immenses embrasements de la *Jejovchina*.

32. C. Bettelheim, *op. cit.*, p. 36

il ne va pas “contre le courant” au sens propre du terme³³ il ne fait que tirer les conséquences ultimes des conceptions dominantes dans les couches dirigeantes du parti. C’est cette volonté d’aller jusqu’au bout qui place apparemment Staline “au-dessus” du parti et qui fait apparaître comme “siennes” des conceptions qui, à quelques rares cas près, ne lui sont pas particulières, mais qui revêtent, par le soutien qu’il leur apporte, une autorité exceptionnelle; tel a été précisément le cas de l’interprétation des lois de la lutte de classes dans la société socialiste. Le fait est que cette “interprétation” a dominé les conceptions idéologiques et politiques des sections européennes de la IIIe Internationale et qu’elle a ainsi contribué à masquer l’existence des classes et de la lutte de classes en Union soviétique, incitant, pour cette raison même, à rechercher “ailleurs” que dans les contradictions de classes les raisons des graves difficultés que connaissait l’Union soviétique.»³⁴

Cette possibilité de porter la lutte idéologique est un facteur essentiel dans la santé de l’organisation. Bettelheim explique avec brio ce fait: la forme que peuvent prendre les débats et la vie interne des organisations politiques est étroitement corrélée au contexte dans lequel évolue cette organisation. Adopter, à l’heure actuelle, dans la forme actuelle des organisations politiques, une ligne digne de la période la plus tendue de la lutte politique, est contre-productif. Au lieu de donner plus d’efficacité dans le développement d’une ligne adaptée, au lieu de vacciner les organisations politiques contre les déviations bourgeoises, elle les vulnérabilise. Plus généralement, c’est également la confiance dans le jugement des sections locales qui est en jeu. Une confiance qui leur permet de les laisser adapter l’ordre du jour ou la géométrie du travail et des alliances en fonction de la situation concrète. Cette confiance ne peut naître et se développer qu’en évitant un contrôle dogmatique et unilatéral, quand bien même celui-ci serait justifié par le centralisme démocratique. Une nouvelle fois, le long processus de mise en place du centralisme démocratique mérite d’être disséqué. Il a été mis en place au Xe congrès du Parti Bolchevique (1921), non pas par obsession, mais, une nouvelle fois sur la question du primat de l’efficacité. C. Bettelheim note:

33. «Aller contre le courant», c’est, pour un militant d’un parti révolutionnaire, quelles que soient ses responsabilités, s’efforcer — lorsqu’il est en minorité — de persuader de la justesse de son point de vue ceux qui ne sont pas d’accord avec lui. Par contre, faire «passer dans la pratique» ses propres conceptions en modifiant les rapports de forces à l’intérieur du parti par des compromis qui obscurcissent les différences de points de vue ou en utilisant l’autorité dont on dispose pour faire pression sur certains, modifier la composition des instances dirigeantes, etc., ce n’est pas réellement aller contre le courant mais mener un combat au niveau de l’organisation pour imposer son opinion (qui peut d’ailleurs être juste).

34. 34. C. Bettelheim, *op. cit.*, p.24

«La tradition du bolchevisme est une tradition de lutte idéologique et politique. En 1903, année où le bolchevisme affirme son existence politique propre, et un an après la publication de *Que faire?*, Lénine souligne qu'il est indispensable que "les colonnes de l'organe du parti soient largement ouvertes aux échanges d'opinions" et qu'il faut que le parti ait à sa disposition tout, absolument tout le matériel requis pour se former un jugement indépendant; il condamne ceux qui ont une attitude exagérément rigoureuse et compassée à l'égard de "l'individualisme anarchique", car il juge préférable pour la vie du parti que l'on tolère "un certain écart des règles strictes du centralisme et de l'absolue soumission à la discipline"³⁵. En 1904, Lénine souligne à nouveau que de larges échanges de vues et même des batailles de tendances sont essentielles à la vie du parti³⁶. L'existence de divergences à l'intérieur du parti est en effet inéluctable: elle est un effet de la lutte de classes, car le parti n'est pas un "îlot socialiste isolé". Il est inévitable que des membres du parti tombent à certains moments sous l'influence de l'idéologie bourgeoise, c'est par la discussion au sein du parti que l'on peut lutter afin d'empêcher que des représentants idéologiques de la bourgeoisie prennent la tête du mouvement prolétarien, mais, pour cela, il faut rester sur le terrain de l'analyse marxiste et ne pas transiger sur les principes.

Bien entendu, une fois les décisions prises, celles-ci s'imposent à tous car le parti n'est pas un club de discussion mais un organe de lutte: comme tel, il doit être discipliné et obéir à ses instances dirigeantes. La ligne ainsi tracée par Lénine en matière de lutte idéologique est considérée par le parti dans son ensemble comme nécessaire au fonctionnement du centralisme démocratique et au respect de la discipline dans l'application des décisions prises. Cette ligne prévaut non seulement jusqu'en 1917, mais aussi dans les premières années qui suivent la Révolution d'Octobre. Les discussions au sein du parti même alors un tour exceptionnellement vif, reflétant l'ampleur de la lutte de classes qui se déroule dans le pays.

Les affrontements qui ont lieu à la veille même d'Octobre et en 1917-1918 s'expriment dans un certain nombre de textes dont l'analyse permet de faire apparaître les principales conceptions

35. Lénine, *Œuvres Complètes*, tome 7, p.115.

36. Cf. par exemple la brochure de Lénine, «Un pas en avant, deux pas en arrière», *Œuvres Complètes*, tome 7, p.212.

qui existent alors dans le parti et de saisir l'essentiel de leur contenu de classe.»³⁷

La conception qui subordonne l'activité de l'organisation et son efficacité au respect apolitique et bureaucratique du centralisme démocratique, non seulement le vide de son sens, mais se condamne à s'étioler à plus ou moins long terme. Elle se condamne aussi aux scissions et aux purges arbitraires, cassant sa vitalité. L'imitation d'une situation spécifique (la Guerre civile) et son application dans un cadre démocratique bourgeois est une mauvaise compréhension, de plus, de l'interaction entre travail visible, ouvert, et le travail souterrain. Comprendre profondément le marxisme, c'est le relier à sa vertu première: il n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. C'est ce que Lénine avait compris, liant étroitement le marxisme à la conception du conflit telle que décrite par Clausewitz dans *De la guerre*. C'est également ce que Staline souligne dans la partie finale des *Principes du léninisme*, en le nommant le « style pratique américain ».

« Au révolutionnarisme creux, Lénine opposait généralement les tâches ordinaires, quotidiennes, soulignant par là que la fantaisie révolutionnaire est contraire à l'esprit et à la lettre du léninisme. [...] L'esprit pratique américain est au contraire un antidote contre la fantaisie "révolutionnaire." C'est la force tenace pour qui l'impossible n'existe pas, qui surmonte patiemment tous les obstacles et mène à bout toute tâche commencée, même infime. Mais ce praticisme dégénère presque fatalement en affairisme vulgaire s'il ne s'allie à l'élan révolutionnaire. »³⁸

La confrontation avec l'expérience est un marqueur déterminant dans la santé des cadres et des organisations. Une nouvelle fois l'histoire nous donne des leçons: Kautsky était-il un traître dès le départ? Probablement non. Il s'agissait de quelqu'un ayant une très grande connaissance du marxisme, mais ayant, face à la pression de la part de la bourgeoisie, cédé.

Il a rabattu son drapeau, s'est converti au réformisme et au social-chauvinisme, comme bien d'autres, sous la contrainte. Cela amène à un point essentiel: la dialectique. Nous changeons constamment, nous adaptant (plus ou moins bien) aux contraintes extérieures.

37. C. Bettelheim, *op. cit.*, p. 330-331.

38. J. Staline, *Les principes du léninisme*, 1924

Or, dans la situation actuelle, même ceux et celles qui maîtrisent parfaitement les classiques, l'histoire, ou tout autre chose peuvent céder. Par ailleurs, tendanciellement, ceux et celles qui sont les plus formées souffrent d'une tendance à suranticiper les risques de répression ou de menace. Il s'agit d'un principe, lui aussi clausewitzien, qui veut que plus les grades sont élevés, plus les responsabilités s'élèvent également, et donc plus l'indécision est forte. Il s'applique à nous aussi, tout comme il s'est retrouvé dans les hésitations du Parti Bolchevique devant le fait de déclencher l'insurrection d'Octobre.

Lorsque les choses s'aggraveront, et elles s'aggraveront!, les plus grands intellectuels de nos organisations seront peut-être les premiers à céder. D'autant qu'une très grande majorité des encadrants sont issus de la petite-bourgeoisie et ont autre chose à perdre « que leurs chaînes ». Ils possèdent, *in fine*, les traits de leur classe: enthousiasme et abattement. Quelle que soit l'épuration préalable, dans les rangs des organisations existantes — y compris ici, y compris la personne qui rédige ces lignes — se trouve peut-être le futur Judas: le Plekhanov, le Guesde, le Trotski, le Boukharine, le Deng Xiaoping de demain. C'est là où la liaison avec les masses et l'émergence de cadres prolétariens joue un rôle. C'est là, ou, également, la transmission des connaissances joue un rôle, dans le renouvellement progressif des équipes de direction. De même, l'élaboration commune des positions politiques et le travail idéologique commun permet de pouvoir contrebalancer ce risque.

Mais la trahison n'ôte pas aux travaux précédents leurs qualités. Lire Plekhanov, Martov, ou d'autres est toujours utile. Il ne faut pas préempter le fait que, selon l'adage, « on est trahi que par les siens ». Renversé, cet adage signifie bien qu'ils ont été « des nôtres » à une époque. À l'inverse, des individus ayant pu avoir des positions erronées, comme les passions éphémères de Che Guevara pour les organisations ultra-nationalistes d'Amérique du Sud n'empêchent pas le fait de progresser et de se rectifier. De même, une nouvelle fois, le fait de Hoxha se soit retourné contre l'héritage de Mao ne signifie pas qu'il n'ait pas eu raison sur le Comecon, ou sur le Printemps de Prague, qu'il a condamné avec justesse³⁹. En revanche comprendre cela demande de sortir d'une histoire hagiographique qui nie les accidents de parcours et refuse de prendre en compte la maturation des idées.

Par ailleurs, la remise en contexte des positionnements joue un rôle primordial dans la mise en œuvre d'une ligne juste. L'approche mécaniste des principes, l'imitation morte et atemporelle n'est pas si rare que cela.

39. E. Vertuis, « Que venez vous faire Camarades? », *Unité Communiste*, consulté sur <https://unitecommuniste.fr/histoire/que-venez-vous-faire-camarades/>, 2018.

Il en ressort une approche campiste, qui, surestimant les continuités, voit dans la Russie poutinienne une héritière de l'Union soviétique, ou dans les apparences de la Chine de Xi Jinping, la continuité de Mao. Par habitude, voire par atavisme, ils accordent leur soutien à tout ce qui remet en cause l'impérialisme «occidental», sans fait de distinguer entre celui de la France, de l'Allemagne ou des USA.

Le plus souvent, cette théorie des trois mondes surestime également la puissance US, et, soit nie l'impérialisme de la France, soit ne le voit que comme un croupion de celui de l'Allemagne ou des USA. Partant de ce constat de domination, ils développent une théorie de «front patriotique», théorie qui considère que l'étape actuelle de la lutte serait la préparation d'une révolution démocratique et patriotique. Ce qui revient inlassablement est le précédent un programme du CNR, le coupant de son contexte.

Ce programme, positif à l'époque, était, premièrement, le fruit d'un contexte exceptionnel: un compromis entre une bourgeoisie affaiblie par l'occupation et la guerre avec un Parti Communiste puissant et armé. Le tout s'est noué dans un État aux abois. Rien de tout cela aujourd'hui, où l'impérialisme français, bien que déclinant, n'est pas en péril.

De plus, ce programme était ce qu'il était: un compromis. Un compromis dans lequel le PCF a choisi entre la négociation et la guerre, tout en arrachant des avancées. La bourgeoisie évitait le danger de guerre civile, danger immédiat, et misait sur le fait de pouvoir récupérer ces concessions plus tard. C'est d'ailleurs ce qu'elle fait actuellement, et ce que nous payons chèrement. Défendre un CNR, à l'heure actuelle, c'est défendre une solution «économique», une réforme, mais ne jamais poser la question politique, la question du pouvoir. Or, quand on songe au mouvement des Gilets Jaunes, on se rend compte à quel point le fond de la revendication du RIC (la démocratisation de l'appareil d'État⁴⁰) est même plus révolutionnaire que les revendications platement économistes de la large majorité des organisations communistes qui n'ont pas réellement rompu avec le PCF.

Quant à l'aspect «patriotique», souvent ceux qui l'appuient se basent sur des extraits comme celui-ci:

«Au lieu de dénoncer comme honteuse, comme une trahison de la défense de l'honneur et de l'indépendance de la patrie, la conduite des autres partis, socialistes inclus, le Parti Commu-

40. E. Vertuis, *Gilets Jaunes: notre Miroir*, Unité Communiste, 2019.

niste français a réduit la question à un problème de violation des pratiques démocratiques, qui s'exprimait par un empiétement sur les droits du parti le plus nombreux au Parlement français, alors que la violation de la tradition parlementaire était, dans ce cas, simplement le prétexte et non la cause. Cet étouffement des raisons réelles pour lesquelles les communistes ont été exclus du Gouvernement constitue sans aucun doute une erreur sérieuse de la part de la direction du Parti Communiste français, et soit était dû à une mauvaise compréhension de la situation, et il est difficile de supposer que ça ait été le cas, soit les communistes français se sont laissés intimider par des arguments sur les intérêts "nationaux" de la France.

Apparemment, les communistes craignaient qu'ils puissent être accusés de constituer un obstacle à l'octroi par l'Amérique d'un crédit à la France, et ainsi, de soi-disant nuire aux intérêts de leur pays. De cette manière, les communistes ont cédé à un chantage qui leur reprochait de ne pas être suffisamment patriotique alors que la seule force patriotique en France aurait été le Parti Communiste, s'il avait démasqué la signification réelle du crédit américain, qui avait été conditionné à une modification de la composition du Gouvernement par l'exclusion des communistes, ce qui, partant, affaiblissait la souveraineté même de la France.

À cette occasion, le Parti Communiste français a cédé à la pression de la réaction, même s'il savait que cette pression était dictée par des forces impérialistes hostiles au peuple français. Les communistes français auraient dû se présenter fièrement devant le peuple, dévoilant le rôle de l'impérialisme américain qui avait ordonné à la France d'expulser les communistes du Gouvernement national et expliquer au peuple qu'il ne s'agissait pas simplement d'une autre "crise gouvernementale", pas d'une simple violation des traditions parlementaires (bien que cela soit aussi significatif en tant que caractéristique de la crise de la démocratie bourgeoise), mais d'un cas d'ingérence étrangère dans les affaires françaises, une abrogation de l'indépendance politique de la France, une vente de la souveraineté de la nation par les socialistes français.»⁴¹

Cet extrait, qui jette l'opprobre sur l'attitude du PCF, est parfois utilisé de manière atemporelle par d'autres, notamment pour justifier l'attitude

41. A. Jdanov, *Rapport sur la situation internationale*, 1947.

«patriotique» à avoir. Mais, en prenant cet extrait sans le contextualiser, ils en reproduisent les aboutissants: accompagner et défendre l'impérialisme français, sous prétexte d'intérêt national. Cette thématique, sur la confusion entre ce qui est national-populaire (l'intérêt du prolétariat du pays), et national-étatique (la place de la «France» dans le monde) est un sujet que tout communiste doit creuser, à la fois pour lutter contre le nihilisme national (les antideutsch, par exemple) et contre le chauvinisme.⁴²

Au delà des questions internes, il se pose des questions externes, celles de la pauvreté des rapports entre organisations communistes: celles de la construction du Parti.

42. E. Vertuis, «Le mouvement des Gilets Jaunes: Les désirs de l'extrême-droite», *Unité Communiste*, consulté sur <https://unitecommuniste.fr/france/le-mouvement-des-gilets-jaunes-les-desirs-de-lextrême-droite/>, 2018.

V. COMPRENDRE L'HISTOIRE POUR CONSTRUIRE LE PARTI.

Une des choses qui démarque le courant que nous incarnons, c'est-à-dire la «tradition» léniniste, des anarchistes et des trotskistes, est que nous ne concevons pas la révolution comme un phénomène extérieur, indépendant de notre volonté. Nous considérons qu'elle arrive grâce au fait que la théorie révolutionnaire rencontre le mouvement spontané. Et que de cette rencontre naissent des forces organisées, lesquelles permettent aux masses d'accomplir la révolution. En somme, nous n'attendons pas, toute notre existence, que la révolution arrive, nous considérons qu'il faut créer les moyens pour qu'elle ait lieu.

D'où le besoin d'une organisation efficace, disciplinée, structurée, qui puisse réaliser cette tâche. Dans la conception léniniste du Parti, Lénine s'est étroitement inspiré du modèle militaire d'organisation. Ses conceptions sont fortement imprégnées par sa lecture assidue de Clausewitz. C'est d'ailleurs ce primat de l'efficacité qui a toujours marqué l'activité de Lénine et ses luttes idéologiques. Cette approche a façonné la manière dont il en concevait le fonctionnement, la structure, mais aussi le contenu politique. Nous pensons qu'il faut le prendre par ce biais-là en tout premier lieu, en utilisant la théorie matérialiste-dialectique pour comprendre quelles doivent en être les formes actuelles. C'est-à-dire reconstruire en partant du commencement, non espérer faire surgir, subitement, sur la base de nos maigres forces, le Parti du prolétariat.

En France, aujourd'hui, le mouvement communiste est d'une faiblesse désolante. Soit il est incarné par le PCF et, dans son sillage, par un nombre d'organisations satellites révisionnistes, soit il est fait de particules. Ces particules n'ont pas une influence sur les événements politiques, alors qu'elles sont pourtant capables de pouvoir les analyser correctement. Elles peuvent avoir une certaine présence locale, mais elles restent faibles. Les tentatives d'unité existent. Nous en avons produit certaines. Elles restent le plus souvent sans réponse. Pourtant, les organisations, par principe, affichent toutes cette volonté. Reste à savoir ce que ces organisations entendent derrière ce mot d'ordre.

En tout état de cause, aucune organisation, à moins d'être d'un orgueil sans nom, ne peut prétendre concentrer cette masse critique suffisante pour être le Parti. Certains disent qu'ils sont un parti. C'est quelque chose qui nous paraît

un tant soit peu prématuré. Mais cela pose la question de quel regard posent-ils sur les autres, qui de fait, ne sont pas le Parti. Concurrence? Hostilité?

Il nous paraît même complexe d'analyser qu'est ce qui pourra être le centre de gravité autour duquel se construira ce Parti. Cependant, tendanciellement, les organisations agissent comme des micro-partis, parfois à leur corps défendant. Ce n'est en soi pas dramatique, mais idéologiquement, là où le problème est plus profond, c'est sur le fait d'en avoir conscience ou non. Une organisation qui n'en a pas confiance ne pourra que aller vers le dogmatisme, dans le sens où la progression de ses membres ne se fera pas vers une qualité meilleure dans la compréhension du marxisme, mais uniquement dans une progression vers les positions de son centre et vers l'imitation imbécile de celui-ci. À l'inverse, une organisation qui en a conscience, sans sombrer dans l'agnosticisme plat, aura la possibilité de voir émerger de véritables cadres autonomes, compétente, et surtout, capable d'entretenir un débat interne, processus essentiel dans la progression théorique, idéologique...et organisationnelle comme pratique. Les lignes de démarcation jugées infranchissables, les conflits individuels (justifiés ou non!), entravent objectivement ce travail. Le travail des uns et des autres est systématiquement écarté, n'est jamais reconnu.

Cette faiblesse est liée à la conjonction de deux poids terribles. D'une part l'absence de décantation et de synthèse de l'expérience passée. Celle-ci demande un travail monstrueux. La seule organisation qui aurait potentiellement pu le réaliser est le PCF. Or, celui-ci a simplement jeté par-dessus bord l'ensemble de l'expérience. Les autres organisations, soit celles nées après son virage révisionniste, soit celles qui sont apparues récemment, n'ont pas pu matériellement le faire, ne serait-ce que du fait de cette absence de masse critique précitée. Chaque organisation détient une petite part d'expertise, une petite pièce d'un grand puzzle. Mais elles ne sont pas assemblées.

Le deuxième aspect est un problème de méthode, qui place la question de l'unité des communistes et de l'adhésion aux organisations sur des bases inadaptées. Comme mentionné plus haut, la plupart des organisations se sont créés autour de petits noyaux, lesquels ont tenté de répondre, avec bonne volonté, aux questions qui se posaient. Mises au pied du mur, elles ont tenté de tout reconstruire. Elles l'ont fait en prenant appui sur ce qu'elles connaissaient, sur ce qui leur paraissait le bon monde d'emploi. Mais, en avançant de manière autonome, elles ont avancé de manière sectaire les unes par rapport aux autres.

1) PLUSIEURS RAISONS ENTRAVENT LE REGROUPEMENT
DES ORGANISATIONS COMMUNISTES.

Le primat du Parti est juste. Mais érigé en principe unilatéral, en fétiche, il devient un frein au développement des organisations, il peut devenir même une barrière infranchissable. Bien souvent ce qui est mis en avant dans le refus de travailler ensemble, ce sont les différences idéologiques. Or, celles-ci sont à la fois primordiales tout en jouant à la fois un rôle d'arrière-plan ou de prétexte. Ce paradoxe apparent s'explique :

L'idéologie détermine la forme des organisations. Elle détermine comment nous pensons l'articulation de nos différentes activités. Donc, de ce point de vue là, elle est au dessus des questions d'organisation. Mais les arguments «idéologiques» qui justifient le rejet du travail commun sont pas ceux qui sont déterminants dans la conception de l'organisation ou du parti. Ce sont des éléments subalternes, secondaires, mais qui sont érigés en barrières infranchissables.

L'idéologie: du primat au prétexte.

L'importance de l'idéologie est reconnue par la plupart des acteurs de la scène politique communiste. Mais pas ce que cela signifie de manière concrète. Très souvent, les exigences sont invraisemblablement élevées. Il faudrait avoir statué sur tout avant de pouvoir travailler en commun, parvenir à un alignement parfait avant de pouvoir aller plus loin. Souvent, cela est dû au fait que nous prenons à rebours la manière dont les partis se sont construit, en considérant qu'il faut les prendre à leur stade les plus achevés.

Or, la reconstruction a posteriori a impacté le fonctionnement interne des organisations politique, mais également leurs perspectives. Consciemment ou non, la très large majorité des petits groupes existant à l'heure actuelle en France est marquée par une image déformée. Image déformée qui créé des objectifs, eux aussi, distordus. Dans l'ensemble, ce qui est recherché, à l'issue d'un processus plus ou moins long, c'est la naissance d'une organisation qui a tranché tous les débats, qui peut prendre position sur tout, qui fonctionne comme un Parti abouti et expérimenté — ou plutôt comme l'idéal-type de celui-ci. Cette construction mentale est logique: nous retenons de grandes étapes. Schisme avec les anarchistes, séparations avec les sociaux-chauvins et les réformistes, lutte entre les mencheviks et bolcheviks, lutte contre l'opposition de gauche, puis contre celle de droite, puis encore contre l'opposition unifiée, révolutionnarisation culturelle, révolution culturelle...

Cette mise en avant des ruptures fait oublier les unités. Dans les rapports des courants les uns envers les autres, ou des groupes les uns envers les autres, l'attitude est rarement celle de « unité-critique-unité », mais plus « critique-unité-critique ». Pourtant. Au moment de la Révolution de 1917, les tendances qui ont constitué l'opposition ouvrière, l'opposition de gauche ou de droite, ont tergiversé parfois, mais ont fonctionné d'une manière suffisante pour que la Révolution puisse avoir lieu.

De plus, le Parti s'est également appuyé sur des éléments non-bolcheviques présents dans les soviets, mais qui votaient comme les bolcheviques sur les décisions essentielles, parce que influencés par la justesse des conceptions léninistes. Elles ont même parfois dépassé les positions bolcheviques, comme sur l'interdiction des journaux bourgeois et des partis non-bolcheviques.

Au pouvoir, lorsqu'on se penche en détail sur l'histoire du PC(b)US, celui-ci n'est parvenu à fonctionner de la manière idéalisée qu'après la déstalinisation. À cette date, il n'a plus rien d'une organisation révolutionnaire, ayant pour ambition de transformer l'URSS en société communiste. Devenu un outil de gestion de l'Union soviétique, non plus un outil de combat au service de la classe ouvrière et de la paysannerie, il s'est mué en parfait levier d'adhérents bureaucratisés. Un objet mort. À l'inverse, la vie politique du Parti Communiste Bolchevique était chaotique. Elle était une lutte constante, un équilibre précaire entre activistes et cadres, entre lutte-antibureaucratique et tâches à accomplir. Les différentes purges ont montré davantage cette vie tumultueuse qu'un rapport unilatéral. Les premières ayant été du haut vers le bas, (chitska de 1933), mais les suivantes ayant été davantage du bas vers le haut (proverka de 1934, puis la « révolte » du rayon de Belyi par exemple...)⁴³. De plus des conceptions contradictoires existaient et ont existé dans le parti, jusqu'au moment où leur expression s'est manifesté de manière antagonique. Cela fait relativiser au niveau des bases dont nous avons besoin pour construire un rapprochement et une unité.

Quelque part, il n'est pas possible de surestimer les exigences et le caractère monolithique attendu pour une fusion, car les moyens de pouvoir atteindre réellement ces exigences ne peuvent naître qu'au bout de la concentration d'une masse critique suffisante.

Dans un texte de présentation datant de septembre 2018, nous définissons les choses ainsi :

43. En 1937, dans le district rural de Belyi, les plus hauts dirigeants locaux, dont le plus élevé en rang était Kovalev, ont été démis de leurs fonctions à la suite d'une mobilisation importante. Par effet de domino, cette chute a entraîné la chute de potentats locaux.

« Comprendre la question du Parti demande tout d'abord de la replacer dans un certain cadre. Le Parti n'est pas une fin en soi, il est un moyen. Il est le moyen par lequel les masses s'organisent, sont dirigés par leurs éléments les plus avancés, et peuvent faire la révolution puis procéder à la construction du socialisme. Le Parti est donc un moyen essentiel, mais construit autour d'un certain pragmatisme. Son but est de fonctionner convenablement. Avoir stratégiquement raison ne suffit pas. Il faut également être capable d'être tactiquement dans le vrai, mais même de l'être aussi d'un point de vue de l'opérative, pour d'une manière qui permet de triompher des obstacles. Il est vrai qu'idéalement, l'opérative, la tactique, devraient être subordonnés à la stratégie, mais dans les faits, dans la construction du parti, cela exige parfois de temporiser sur sa volonté de démonstration et sur sa volonté de polémique pour pouvoir, d'une manière large, construire l'espace qui permettra après de traiter ces questions d'une manière réelle, influente, efficace et, surtout, décisive. Ce qui sépare le Parti de l'organisation c'est un stade qualitatif supérieur. Il est possible de faire une analogie avec la vie. On peut définir le vivant — à part le stade viral — comme un métabolisme et un matériel génétique. Le matériel génétique est la théorie, l'idéologie. Le métabolisme est la possibilité d'avoir une action affirmative au sens clausewitzien du terme, vis-à-vis de l'environnement, d'avoir un ordre du jour qui ait un impact, qui puisse être autre chose que simplement répondre à la bourgeoisie. Le métabolisme seul est le règne de l'opportunisme. Le matériel génétique seul est celui de l'incantation. C'est rester au stade viral de la vie, se contenter de lancer des mots d'ordre sans réalité vers les masses.

[...] Trois conséquences directes: d'une part, les autres organisations sont ignorées ou considérées comme hérétiques. L'unification ne peut se faire, de fait, car la foi parfaite ne peut trouver de terrain d'entente, ne peut évoluer, ne peut être débattue. Le un se divise en deux est ainsi employé comme excuse pour rejeter toute évolution de manière téléologique: "comme il y aura une rupture à un moment ou un autre, autant la faire maintenant!".

Deuxième conséquence, elles ne peuvent organiser la classe ouvrière, du fait d'une exigence de connaissance universitaire de la théorie. Exigeant la perfection, elles se retranchent derrière sas après sas pour filtrer les entrées. Ces organisations s'adressent à la petite bourgeoisie radicale et étudiante, mais non aux prolétaires.

La troisième conséquence est que les mots d'ordres ne correspondent pas à la réalité sociale, à la situation politique ou au niveau de conscience des masses. Elles se contentent de voir le rôle du Parti comme celui de lancer en l'air des slogans.»

Derrière ces exigences, derrière le fait de botter en touche sur le travail commun, y compris avec des individus et des groupes proches, il existe une raison : la primauté de l'appareil sur l'unification.

La fusion des appareils : le goulot d'étranglement devant lequel beaucoup renoncent.

Construites comme des mini-partis, les organisations possèdent donc un appareil centralisé, avec une certaine culture interne, spécifique. Elle estime qu'elle a réalisé un travail particulier, qu'elle a mis en place des choses positives, et que le fait que ce travail puisse être remis et que son mode de fonctionnement puisse changer cause un réel trauma interne.

Or, l'idée d'une fusion entre organisations n'échappe pas aux lois de la dialectique. L'unité, plus souvent, se traduit pas un « *un se divise en deux* » plus que comme une synthèse. C'est-à-dire que, au sein du groupe qui est fondé, un appareil prendra le pas sur l'autre. Sa culture deviendra hégémonique. L'autre sera donc écrasé et ses partisans irréductibles condamnés à l'exclusion.

Comme, de facto, c'est l'organisation la plus homogène, la plus disciplinée qui l'emporte mécaniquement, celle qui joue le plus carte sur tables et qui respecte le plus la règle du jeu est mécaniquement en désavantage. Il en résulte alors une tendance au manque que confiance, à la défiance, qui fait que l'unité échoue régulièrement. *In fine*, lorsque l'unité est évoquée, elle correspond en réalité à l'intégration, au phagocytage d'une organisation par une autre.

Cette réalité n'est d'ailleurs pas exclusive au milieu militant, elle concerne aussi la bourgeoisie. C'est pour cela que les impérialismes, même en difficulté, ne fusionnent pas. Parce que, en dernière analyse, cela signifie qu'un dévore l'autre. Nous avons construit l'UC avec une structure légère et évolutive dans le but de l'intégrer dans quelque chose de plus grand. Mais cela ne signifie ni unité sans principe, ni le fait que nous ne soyons pas, nous même, vulnérable à ces tendances. Il s'agit donc d'une lutte idéologique qui se mène chaque instant. Nous pensons essentiel d'avoir constamment ce *memento mori*⁴⁴ en tête.

44. « Souviens toi que tu vas mourir. »

L'image de la famille peut paraître étonnante dans ce cadre-là. Pourtant elle revient inlassablement dans les travaux sur le fonctionnement du Parti Communiste d'Union Soviétique. Localement il se crée des familles, des groupes d'affidés, avec leurs règles, leur culture, leurs fonctionnements... et d'ailleurs parfois leurs sales histoires. Ces familles n'ont qu'une hantise, que d'autres viennent voir ce qui se passe en leur sein. Ces appareils, avec leurs petits chefs, qui possèdent leur petite renommée, leur petit empire, les empêche de s'inclure dans quelque chose de plus grand, qui les noieraient. Les cas les plus graves se replient sur un rôle de navigateur solitaire, sur un blog, sur une expression personnelle et uniquement personnelle, mais sur une incapacité à réaliser le moindre travail d'organisation. Noyés dans leur subjectivisme érigé en vérité absolue, ils ne servent qu'à parasiter le développement de quelque chose qui les dépasse.

Comme chacun se perçoit comme le centre, comme chacun est son propre référentiel galiléen, rien n'avance. De plus, la peur précitée de la contamination idéologique et de la perte de contrôle rend toute avancée extrêmement dure à réaliser, tant est puissant l'esprit de secte. Parfois, nous pensons qu'il faut accepter que nos positions soient remises temporairement, que nos magnifiques envolées lyriques servent de fonds documentaire. Nous pensons que dans une certaine mesure, mieux vaut avoir tort avec le Parti qu'avoir raison stratégiquement en nous privant des moyens tactiques d'agir. Cela, uniquement dans la mesure où il est possible d'aller à contre courant et de défendre nos positions par la démonstration et par le débat franc et ouvert.

Avancer: une responsabilité.

On ne peut se satisfaire de la situation actuelle. Si, dans la très large majorité des cas, les animateurs et animatrice des mouvements communistes sont issus de la petite bourgeoisie radicale, et donc ne joue pas leur vie, ce n'est pas le cas de tout le monde. L'inclusion dans un travail internationaliste nous à mis une gifle en plein visage: comment répondre à l'appel pressant des organisations qui défendent les intérêts du prolétariat des colonies et semi-colonies dominées par la France? Que pouvons-nous leur donner comme excuse? En réalité, ce n'est pas avec de la candeur et de la tendresse que ce sont figées les formes des organisations politiques de combat, c'est sous la pression des événements et sous la pression d'autres forces politiques. La constitution de la SFIC puis du PC s'est faite par une pression intense exercée par le Komintern. Ce qui en est né est un outil imparfait, fruit de l'urgence. C'est le caractère impératif, obligatoire, de répondre à l'appel pressant de ceux qui luttèrent qui l'a emporté sur l'esprit de secte et de groupe.

L'histoire de la création des partis est donc une histoire brusquée, dans laquelle il a fallu combattre chaque chapelle, chaque secte, mais également imposer la nécessité primordiale d'accumuler les forces pour construire le Parti. Un Parti ne se proclame pas, tout comme l'abolition des classes sociales se proclame. Le Parti existe quand la très grande multitude de tâches qu'il a à réaliser sont réalisées ou réalisables.

Nous devons être ambitieux stratégiquement et humbles tactiquement. Nous devons être différents de ce qui nous entoure.

2) NOUS NOUS BATTONS POUR DES INTÉRÊTS SUPÉRIEURS.

Un des passages les plus importants du manifeste est celui-ci :

«Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.

2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.»

Cela doit former un guide constant pour les objectifs premiers d'une organisation politique communiste. Nous faisons régulièrement face à des conflits entre sectes, parfois pour un terrain, parfois pour un individu, parfois pour le prestige. Or, l'expérience démontre que les guerres de repartage entre organisations militantes sont des jeux à sommes négatives. Elles contribuent à épuiser, à dégoûter et à faire fuir les militants et les militantes. Nous avons donc intérêt à rallier par une politique unitaire et une politique de paix. Les

organisations mènent parfois des campagnes liquidatrices pour agrandir leurs forces, mais, chemin faisant, elles sèment des dégâts terribles. Dans un conflit liquidateur mené entre deux forces, caricaturalement, sur 10 personnes, 4 abandonnent. Nous même avons pu voir les pertes que le scissionnisme cause.

Certains vont même jusqu'à pratiquer le «lessivage», en détruisant absolument tout sur leur passage dans le but d'arracher un ou deux membres supplémentaires. Nous devons faire autrement, mais, surtout, mieux. Nous Devons être unitaires et considérer les choses sous l'angle du front unique, au sein duquel il est possible de rassembler les forces unitaires et loyales tandis que seront progressivement isolés — de leur propre fait, par leur propre action — les opportunistes, les profiteurs, les sectaires. Nous devons collaborer avec toutes les forces qui possèdent une stratégie qui ne soit pas contradictoire et antagonique avec la nôtre à moyen — long terme. Cela implique d'ailleurs des organisations qui ne sont pas communistes et qui ne sont pas objectivement anticommunistes⁴⁵ Nous considérons qu'il faut non seulement être à l'initiative constante des politiques de rassemblement et d'unité, mais également faire en sorte que celles-ci se caractérisent par leur politique de la porte ouverte en n'excluant aucune force sur les a priori, dans la mesure où elles respectent des principes élémentaires de coopération. Les liens de travail ont tous pour objectif d'accroître l'influence de ceux qui luttent contre la bourgeoisie, d'accroître son unité dans l'action et d'augmenter son efficacité. Cela permettra l'approfondissement idéologique progression.

En tant que groupe qui se targue d'être l'organisation qui porte l'idéologie révolutionnaire, il nous revient de faire la démonstration de notre logique.

Réussir à appliquer une politique qui soit profondément marxiste, ce n'est pas dans le clivage à qui mieux mieux, mais au contraire, dans nos prises de position publiques, représenter l'expression des tendances profondes des masses populaires dans ce qu'elles ont de combatif et de progressiste. C'est ce qui permet à une organisation de devenir un centre de gravité.

Notre politique n'est pas de prendre parti, de mener un projet «féodal» ou de nous immiscer dans les conflits internes de forces extérieures. Notre politique s'intéresse à ce qui se passe, mais pour défendre une ligne qui doit permettre que les contradictions secondaires soient traitées de manière convenables.

45. Même si certaines peuvent l'être subjectivement.

Il existe trois type de compréhension principaux de l'environnement par les organisations. Ce classement insiste sur ce qui est l'aspect principal de la compréhension de la part de ces organisations. Parfois, de manière secondaire, d'autres formes peuvent émerger un temps, puis disparaître.

- **Un type tribal/clanique**, comme pour un certain nombre de groupes antifascistes, qui considère les liens organisationnels comme des liens affinitaires et de loyauté. Elle est en deçà de la compréhension politique des choses. En dernière instance, elle tend à être viscérale, marquée par les sautes d'humeur de sa direction, tout aussi clanique. Elle tend aussi à être contaminatoire, en refusant de travailler avec les partenaires des partenaires de leurs adversaires. Stratégiquement, ce mode d'organisation finit par s'étioler par l'isolement ou par s'effondrer sous le poids de son succès, étant donné qu'il n'est pas capable de pouvoir grandir sans mettre en péril le centre de la famille ou du clan.
- **Un type parasitaire-sectaire**, qui nous retrouvons in fine chez un très grand nombre d'organisations politiques se revendiquant du communisme. Ces organisations et leur vision se caractérisent par leur tendance à considérer qu'ils sont le centre unique, qu'ils sont seuls détenteurs de la vérité pure, et donc non-améliorable. Ils voient dans toute apparition d'une organisation un concurrent qu'il faut étrangler, jamais un partenaire avec lequel il faut travailler. Ces organisations se greffent sur les forces qui existent, non dans le but de les développer, mais dans le but de vampiriser jusqu'à l'épuisement celles-ci. Le travail commun est fondamentalement rendu impossible par leur stratégie: leur renforcement peut être réalisé par la liquidation de tout ce qui n'est pas eux. Par ailleurs, leurs perspectives de victoires sont infimes. Elles ne peuvent pas recruter parmi les classes populaires ou parmi les prolétaires, car leurs discours sont calibrés pour une petite bourgeoisie radicale dont ils sont par ailleurs issus en grande majorité. Ils condamnent leurs adhérents à être des stagiaires à vie ou à être modelés comme des clones des positions de la direction, répétant un bréviaire de mauvaise qualité. Leur victoire, leur renforcement, précipite paradoxalement leur perte, car elle augmente l'entropie au sein de leur organisation, les forçant donc à épurer pour rester monolithiques.
- Nous pensons que le but d'une organisation politique doit être de rayonner et de s'intéresser à tout. Chaque lutte, quelle qu'elle soit, ne peut être découpée de la lutte des classes. Elle a sa place dans l'ordre du jour de l'organisation. Nous considérons qu'il faut mener une politique qui vise à rassembler et unifier les luttes, non sur la base d'une juxtaposition des mots d'ordres ou des revendications, mais bien sur celle d'une synthèse.

L'attitude de groupes comme ARM Combat sur la question des féminicides montre leur conception erronée: la lutte contre le sexisme ou contre le racisme ne divise pas les exploités et les exploitées. Elle est au contraire la base qui permet une alliance sincère.

- À ce titre, nous sommes voués à mener une politique d'ensemble vis-à-vis de la lutte des classes, des mouvements, mais aussi des organisations politiques, communistes ou non communistes. Leur situation, leurs débats, leurs faiblesses ou leurs forces influent sur la lutte générale. C'est parce que nous avons conscience que notre objectif premier est la victoire générale du prolétariat contre les exploités que nous menons une politique de paix et de coopération. C'est cette capacité d'influence et d'hégémonie au sens gramscien du terme qui permet d'avancer vers le parti et vers la victoire.

Pour le moment, l'esprit de cercle est auto-entretenu par des polémiques traitées par-dessus la jambe, et qui n'ont pas de réel impact dans la vie des masses populaires. Elles sont assénées sur la base d'un travail scientifique d'une qualité parfois douteuse, lancées comme des pavés dans la mare, avec l'exigence que tout s'arrête pour y répondre. Régulièrement nous avons été invectivés par des navigateurs en solitaire du léninisme, exigeant que nous tranchions avant toutes choses, et toutes affaires cessantes, telle ou telle question précise. Au lieu d'avoir un travail d'élaboration, de décantation, de conception commune, positive, il s'agissait de torpilles lancées, non pas contre le travail et l'activité de terrain de notre organisation, mais uniquement sur des points ultra-précis et ultra-spécifiques de notre corpus historique.

Nous pouvons, oui, prendre le temps d'y répondre. Nous le ferons plus tard. Mais ce n'est pas notre priorité. Notre priorité est dans notre travail militant et dans l'élaboration d'un projet à long terme. Et l'aboutissement de ce projet ne demande pas la résolution de ce type de questions en amont. Nous dirions même que la résolution de cette question ne peut se faire que si nous avons la masse critique pour y répondre d'une manière claire, scientifique, définitive. Nous pensons que donc, pour avancer vers le Parti, il nous faut être capable d'avoir une base d'unité large, souple, positive, avec une confiance dans la bonne volonté de chacun et de chacune de s'investir d'un point de vue pratique et théorique. Mais pour cela, il faut partir également, non pas de notre perception de notre histoire et de notre politique, mais bien de la leur.

Avant le Parti, il existe des étapes. Mais ces étapes ne peuvent être surmontées que par une compréhension de notre situation actuelle, que par une politique juste et uniquement en ayant en tête l'efficacité comme maître mot. Les lignes de démarcations, sans lesquelles aucune unité n'est possible,

doivent prendre en compte à la fois la situation actuelle et les questions les plus brûlantes de notre actualité, mais également le fait qu'il faut laisser un espace pour que ces questions puissent être tranchées scientifiquement et autrement que par la présomption.

Surtout, soit l'adhésion s'adresse à des docteurs ès marxisme, léninisme ou maoïsme, soit elle a vocation à organiser les exploités et les exploitées. Nous ne pensons pas nous même être forcément autre chose que des étudiants et des étudiantes de l'expérience révolutionnaire et de l'expérience de la lutte. Ce que nous en avons compris, en revanche, c'est que ce qui est déterminant n'est pas l'auto définition idéologique, mais la transcription de l'idéologie dans une politique. Les noms à rallonge servent de démarcation dans le microcosme militant. Mais aux yeux des masses populaires, c'est le contenu politique qui prime. C'est d'ailleurs sur cette base que le recrutement se fait, non sur l'adhésion ou l'opposition aux théories de Prébrazenski, de Lyssenko ou de Liu Shaoqi.

C'est l'importance du programme, non pas en tant que programme électoral, mais en tant que programme de développement et de bases minimales, simples, de l'organisation. Nous sommes pour une démocratie populaire, une démocratie sur une base de classe, une démocratie dont la bourgeoisie est exclue. Ce programme minimal pose la question de sa réalisation, et toutes les questions sous-jacentes: dictature du prolétariat, collectivisation, planification économique et planification écologique, lutte contre les contradictions de développement et entre travail manuel et intellectuel, lutte contre les discriminations et les inégalités, internationalisme prolétarien... Or, l'expérience de la lutte des Gilets Jaunes nous a montré que la question de la démocratie populaire et de son opposition à la dictature du patronat étaient des questions politiques fondamentales, mais directement accessibles. Il en était de même pour «le pain, la terre, la paix» des bolcheviques.

VI. NOUS NE SOMMES PAS SEULS À PENSER AINSI.

Nous ne sommes pas les seuls à vouloir nous unifier et à vouloir construire le Parti. Nous ne sommes pas non plus les seuls à penser qu'il existe des éléments de réponse dans la résurrection de notre histoire et dans son analyse. Il faut rendre à César ce qui revient à César. Nous ne pouvons pas oublier, par exemple, le travail réalisé par V.G. et Communisme-Bolchevisme (aujourd'hui marxisme.fr). Ce travail était, pour beaucoup, une première approche. Les Éditions Prolétariennes ont contribué à faire vivre des documents irremplaçables, tout comme la Bibliothèque Marxiste. Feu le PCMLM (PCF-MLM ; à Gauche...) a compilé patiemment, une quantité astronomique de documents introuvables ailleurs. Malgré les débats extrêmement brusques entre nos organisations, nous ne pouvons le nier. Les éditions Delga, elles aussi, ont réalisé un travail important et incontournable. Le fait que nous ne soyons pas d'accord avec le PRCF ne doit pas nous empêcher de le dire.

Chacune de ces initiatives a des limites, avec des choix parfois contestables, notamment la mise à l'index de certains auteurs. Mais — indépendamment de la volonté et de la ligne de leurs auteurs — toutes contribuent à faire renaître la possibilité de développer une analyse historique fine et efficace. Et plus celle-ci sera maîtrisée, plus elle sera intégrée profondément, plus elle permettra, à terme, de faire naître une nouvelle génération de cadres communistes. Elle permettra aussi de rompre avec les dogmes et les mythes, dans le but de construire une histoire solide.

L'histoire totalitaire, l'histoire hagiographique, téléologique, holistique est une histoire empoisonnée. Protège comme une carapace, comme un blindage. Épais, dur, supposément impénétrable. Mais derrière, les chairs sont molles et flasques. Elles ne supportent pas les coups et ne savent y résister. Nous ne devons pas avoir peur de ces coups. Ils nous endurcissent et nous rendent plus aptes à dépasser les erreurs et les insuffisances. Apporter une histoire réelle, une histoire vivante, une histoire sociale des expériences révolutionnaires et socialistes est vital. Il est la condition à une renaissance d'un véritable courant communiste révolutionnaire, combatif et capable d'être en liaison avec les masses. Il est la possibilité de pouvoir vaincre les maux qui nous contaminent. Le folklorisme n'est un fin placage, qui camoufle le néant. Le dogmatisme est une coulée de fonte: dur et cassant. Inflexible et indéformable, il vole cependant en éclat sous les coups.

La compréhension approfondie, quant à elle, est pareille à l'acier: elle est souple mais résistante. Elle s'adapte aux environnements et aux contraintes, tout en restant résilient. C'est ce que nous devons atteindre. C'est dans un mouvement dialectique: unification et approfondissement, et liaison avec la pratique que nous pouvons avancer.

La bataille pour l'histoire est un de ces fronts. Elle aussi ne peut être remportée sans un travail commun, dans le but d'élaborer une histoire commune, une histoire des communistes. Nous appelons à le concrétiser, entre autres initiatives, en rassemblant les volontés les plus sincères. Nous pensons qu'il s'agit d'un des moyens d'avancer, ensemble, vers notre rassemblement, vers notre unification, notre renforcement et, ultimement, notre victoire.

VII. SUR L'ANTICOMMUNISME

Deux articles pour illustrer la bataille pour l'histoire à mener contre le révisionnisme historique, le conspirationnisme et l'hypocrisie auquel ont recours les anticommunistes

1) L'OMBRE DE STALINE

Publié le 8 Juillet 2020 sur Engrenages.

Provocation.

«1933. Gareth Jones est un ambitieux jeune reporter. En quête d'un nouveau projet d'article, il s'intéresse de près à la fulgurante modernisation de l'Union soviétique. Comment Staline parvient-il donc à financer un tel essor?»

Le film *L'ombre de Staline* est sortie en salle le 22 juin dernier. Il s'agit d'une date pourtant lourde de sens, bien que cette coïncidence semble être passée totalement inaperçue.

En effet, c'est le 22 juin 1941 qu'a débuté l'opération *Barbarossa*, l'agression de l'URSS par le Reich nazi. La plus grande offensive militaire de l'histoire. Cette opération a marqué l'entrée de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale. Un conflit qui coûte au premier état socialiste du monde près de 27 millions de tués, hommes, femmes, enfants..., et des dommages matériels qui ont très lourdement pesé sur les possibilité de succès de l'Union soviétique. Sortir un film anti-soviétique le 22 juin, date d'anniversaire du début de ce conflit meurtrier, est un acte de provocation, et le fait que cette provocation soit passée quasiment inaperçue en dit long sur l'état de notre mémoire collective.

Ces morts et ces dévastations ont été le prix à payer pour sauver le monde de l'hydre nazie. L'URSS a réduit à néant 75% des effectifs de la Wehrmacht. Or, aujourd'hui, la guerre en URSS n'est plus qu'un sous-chapitre dans nos livres d'histoire. On sait que le pays a été envahi, ou plutôt trahi par son «jumeau totalitaire». On sait qu'il y a eu Stalingrad. On sait que l'armée rouge a occupé l'Europe de l'Est par la suite, sans préciser la teneur de la politique qui y a été menée. Pourtant, de plus en plus, via l'enseignement et la culture populaire (du cinéma au jeu vidéo), l'idée qui triomphe est que l'Amérique a vaincu le nazisme en débarquant sur les plages de Normandie.

Quand une œuvre cinématographique est produite en occident pour revenir sur un épisode du front est, c'est souvent pour attaquer le socialisme, les héros sont alors des soldats qui se battent contre deux ennemis, les nazis, et l'appareil du parti communiste qui s'amuse à tirer sur ses propres troupes. Tout est fait dans un but, dépendre un bilan du socialisme hautement négatif, les échecs, les erreurs sont des crimes, les réussites ont été acquises au prix du sacrifice du peuple, elles sont aussi des crimes. Un objectif parfaitement résumé par le synopsis du film.

Un film tactique.

Ce film est une pierre de plus posée dans l'arsenal de propagande de l'idéologie capitaliste, tout ce qui n'est pas notre démocratie libérale est mauvais. Quand bien même il a pu être un allié de circonstance, il demeure un ennemi.

Finalement, ce film, dont la sortie a bénéficié d'une large publicité (bande annonce constamment en suggestion sur *Facebook* par exemple), vient poursuivre le travail entamé par les historiens anticomunistes, en attaquant l'œuvre de l'URSS, pour n'en garder que l'image d'un état policier et criminel. L'ombre du totalitarisme plane constamment dès qu'on aborde l'URSS. Mais la validité scientifique de cette qualification, dont la définition actuelle a été construite dans la guerre froide, n'est pas questionnée. Pourtant, il y a matière à en discuter en profondeur. Notamment le fait que cette définition est rejetée désormais dans son pays de naissance (les USA), ou qu'elle a échoué à s'implanter dans les pays dominés, qui ne voyaient que trop bien l'hypocrisie du «combat pour la liberté» mené par les occidentaux.

Ce film qui a aussi son utilité dans le contexte géopolitique que nous connaissons aujourd'hui. Dans la rivalité, de plus en plus forte, entre les impérialismes américain, français, anglais, allemand d'un côté, et russe de l'autre côté, ce type de film permet de rappeler qui est le «méchant» de l'histoire. Il s'inscrit dans une montée en tension entre l'occident et la Russie et dans une série de provocations des uns vers les autres. Les puissances impérialistes traditionnelles voient la montée d'un nouveau clan d'outsiders (Chine, Iran, Russie) qui s'affirment comme un pôle concurrent.

Ne nous méprenons pas, la Russie de Poutine n'a plus rien à voir avec l'URSS socialiste, néanmoins, le Président de la Fédération n'a aucun problème à mettre en avant le passé soviétique, pour consolider le régime en place et gagner le soutien de toute une partie de la population russe. Une population qui ne cache pas sa nostalgie de cette époque, que ce soit pour la grandeur chauvine ou pour le système social. L'idéologie actuelle du Kremlin est en

effet un savant mélange de conservatisme orthodoxe et de rappel constant au passé glorieux de la patrie soviétique. D'un côté, Poutine réhabilite les Romanov et affiche ses liens privilégiés avec le patriarche Kiril, de l'autre, tous les 9 mai, il fait reconstituer les grandes parades de l'époque et rappelle que c'est le sacrifice des peuples d'URSS qui a permis de vaincre la bête fasciste.

Tandis qu'il existe une réelle perspective de renouvellement de l'historiographie de l'URSS, après 35 ans d'ouverture des archives, avec la Perestroïka, ce type de film fige l'image de cette période dans des poncifs. Il représente une œuvre «tactique», c'est à dire le contrefort d'une politique qui vise à développer une analogie entre Staline et Poutine. C'est plus une prise en otage de l'histoire soviétique pour son utilisation dans le cadre d'un affrontement inter-impérialiste, en employant pour cela une approche victimaire et hypocrite d'une question importante: l'holodomor.

Un pays en guerre contre sa paysannerie?

Gareth Jones, journaliste anglais, arrive dans une zone sinistrée par la famine. Il n'est pas invité en URSS et pour cause: les relations entre Union Soviétique et Angleterre sont, à cette période, au delà de l'aigre. En 1927, notamment, l'Union soviétique s'attendait à une guerre imminente sur son front ouest. En 1931, le Japon, allié traditionnel des anglais depuis la guerre russo-japonaise, venait de lancer son offensive en Mandchourie. L'URSS se considérait comme assiégée. Avait-elle tort? Gareth Jones a donc vu l'inverse de ce que Edouard Herriot a pu voir dans son voyage organisé: l'un a été envoyé dans les meilleurs kolkhozes, l'autre a vu les zones les plus touchées. L'un comme l'autre partagent le même biais de raisonnement: ils en ont déduit une situation générale et universelle.

Le synopsis du film repose sur l'idée que la relative abondance des biens de consommation dans les villes et les succès économiques de l'Union soviétique ont reposé sur l'exploitation «militaro-féodale» (pour reprendre la formulation de Boukharine) de la paysannerie. Elle suppose donc que l'URSS a réussi son «accumulation primitive de capital» sur la base d'une pression démesurée envers la paysannerie. La «tradition orale» sur cette question, nourrie notamment par les travaux de Robert Conquest (*Harvest of Sorrow*) a été extrêmement influente et a modelé durablement la vision de cette «révolution stalinienne». Ce n'est que récemment, avec les travaux de Lynne Viola, de Stephen Wheatcroft ou de Mark Tauger que la question s'est posée d'une relecture.

Puisque la question du «financement du succès soviétique» est posée, il n'est pas exclu de fournir une petite réponse: l'Union soviétique est passée par un épisode révolutionnaire paroxysmique durant le début des années 1930. Inattendue, la «révolution stalinienne» a surpris plus d'un analyste. Trotski et Oustrialov (membre du parti KD, fondateur du «national-bolchevisme») théorisaient un «thermidor» capitaliste à la suite de la NEP. Comme pour exorciser cette menace, tout comme en réponse à la crise alimentaire de 1927-1928, famine méconnue, la collectivisation et la planification ont été lancées.

La collectivisation comme réponse à la menace de la famine.

Comment a-t-elle été financée? Les campagnes ont été mises à contribution, mais dans une proportion bien moindre que ce que la doxa officielle raconte. Les biens de consommation ont été sacrifiés et remplacés par des stimulants politiques. Pour la population urbaine soviétique, il s'agissait d'ailleurs d'un grief important envers le régime. Ce sacrifice de l'industrie légère et des biens de consommation a d'ailleurs eu un impact très fort sur le mode de vie de la population, avec le développement d'un marché noir et d'une course à la priorité dans la distribution (ce qu'on nomme souvent le *blat*).

S'il y a eu des dysfonctionnements importants au niveau de la production alimentaire, ils ont été révélateurs d'un phénomène de rétroaction important. D'une part, la désorganisation causée par les changements dans les méthodes de production, laquelle est indéniable.

De l'autre, le fait que les bolcheviques connaissaient très mal les campagnes et qu'ils se sont heurtés à une société à laquelle ils étaient étrangers. La dékoulakisation, par exemple, présumait d'une approche mécanique des relations à la campagne, sans comprendre les réseaux de solidarité interne (lesquels incluaient les koulaks). Lesquels ont souvent dévié la dékoulakisation vers des personnes extérieures à ces communautés (les paysans indépendants d'implantation récente, par exemple, mais aussi les marginaux au sein de la communauté paysanne). Ces transformations ont donc entraîné une série de frictions importantes. Celles-ci ont débouché sur la publication de l'article de la *Pravda* «Les vertiges du succès» dans lequel Staline a mis un frein à la collectivisation forcée.

Le besoin du développement industriel a drainé la main d'œuvre et les jeunes en âge de travailler vers les villes. Elles incarnaient dans la propagande bolchevique la modernité et les perspectives d'une ascension sociale. Elles ont contribué à affaiblir le potentiel humain des campagnes, les vulnérabilisant encore davantage.

Enfin, les retombées économiques de l'industrialisation et les achats de machine agricoles ont eu un impact, mais il était nettement plus diffus et sur un plus long terme que les coûts. Les tracteurs ont joué un rôle important, mais leurs opérateurs n'étaient pas formés et ils manquaient de pièces détachées pour être utilisables sur le long terme.

Or, des événements dramatiques se sont produits lorsque la conjonction de ces événements isolés est arrivée.

L'holodomor, une construction.

L'hypothèse de l'holodomor est une question importante dans l'histoire soviétique. Elle porte un jugement sur l'intégralité de la construction du socialisme. Selon comment on l'aborde, on qualifie ou disqualifie l'ensemble de ce qui est mené en URSS à l'époque.

Question sérieuse, elle mérite d'être abordée sérieusement.

La notion d'holodomor, ou «élimination par la faim» est une notion qui est née dans les années 30-40 sous la plume d'un mouvement ultra-nationaliste ukrainien, appuyé cyniquement par les nazis. L'idée, oubliée pendant des décennies, a resurgi avec la fin de l'URSS. Elle a pris appui notamment sur la résurrection, en Europe, d'une historiographie totalitaire, pourtant par ailleurs disqualifiée par l'ouverture des archives. Aujourd'hui, elle sert un double objectif: poursuivre la lutte «antitotalitaire» entamée pendant la guerre froide, dont le but principal est la défense et la justification de l'ordre capitaliste-libéral. Elle sert également de fer de lance géopolitique contre la Russie de Poutine.

En empruntant la notion de génocide, elle sert à appuyer une idée artificiellement construite d'une famine planifiée, orchestrée à visée d'élimination d'un peuple. Le génocide, dans ce cadre, sert de joker, permettant d'instrumentaliser les mémoires en jouant sur une logique victimaire.

L'attitude de la direction soviétique a été l'objet d'un travail à charge mené par les historiens. Elle s'est appuyée sur les récriminations formulées par la direction de l'État à l'encontre de la paysannerie, sur les exigences de réquisitions importantes et sur la demande de sanctions envers ceux et celles qui ne remettraient pas les denrées réclamées par le plan. Ces documents sont réels, consultables par les archivistes. Mais ils ne forment qu'une partie de la vérité.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les historiens et les politologues ont été invités à juger de ces documents et d'établir, ou non, une culpabilité. Mais des documents émis par un gouvernement ne reflètent rien d'autres que les choix politiques de celui-ci dans un moment donné. Il reflète un positionnement subjectif.

Mais si on ne prend pas en cause les éléments dont disposaient le gouvernement soviétique pour trancher cette question et pour agir, et si on ne les compare pas avec la réalité concrète, on ne peut pas juger de la justesse de tel ou tel choix politique, ni donc présumer du caractère criminel ou non de son action.

Dans le contexte de la RSS d'Ukraine des années 1930, la politique générale du gouvernement soviétique était d'appuyer l'ukrainisation des institutions, en conformité avec les positionnements définis par Staline lui-même dans ses travaux. Cette ukrainisation, constatable elle aussi, ne correspond pas à l'acte premier d'accusation: la volonté de punir le nationalisme ukrainien. Les soviétiques ont, au contraire, promu la langue ukrainienne, subventionné son expression culturelle, artistique, politique. Les exemples d'ukrainiens «punis» mis en avant par l'Ukraine sont, le plus souvent, avant tout des réactionnaires en puissance, qui ont travaillé notamment pour les nazis, à l'exemple de Stepan Bandera.

Une famine absolue.

Deuxième point, pourquoi si peu de nourriture dans la RSS d'Ukraine, mais également dans d'autres régions de l'URSS à cette époque?

Si la récolte de l'année précédente était désastreuse, celle qui était prévue pour 1932-1933 était supposée être immense, notamment du fait des précipitations importantes au printemps. Les récoltes étaient alors pré-calculées sur la base d'une méthode complexe, nommée «rendement biologique». Il s'agissait alors de faire des échantillonnages dans les champs, et sur cette base là, de calculer une hypothétique récolte.

Or, cette récolte, quand elle a eu lieu, s'est avérée terrible. Certes il n'y eut pas de sécheresse, mais une terrible épidémie de rouille du blé, qui toucha également la Roumanie. Cette épidémie réduisit des espaces immenses, verdoyants, à néant. Les épis de blé étaient bien là, mais vides. Au moment de la récolte, le gouvernement soviétique a supposé immédiatement que le blé était caché et ses relais locaux ont pratiqué les réquisitions demandées. Ces réquisitions ont accentué très fortement la famine, mais ne représentaient

pas qu'un désir sadique de la part du gouvernement: elles représentaient également le ravitaillement des villes. Or, si les campagnes ont eu faim, les villes aussi. Où était le blé mirobolant, immense, vu par ceux qui considèrent que la famine était artificielle? Il n'était pas parti en exportations, puisqu'elles ont été immédiatement réduites au strict minimum, pour permettre le maintien des crédits que l'URSS avait contractés auprès de ses partenaires commerciaux. D'autant que, si «les capitalistes vendront la corde avec laquelle il seront pendus», ils posaient des conditions d'une dureté sans commune mesure au maintien de ces crédits, vitaux pour le développement de l'URSS.

Au contraire, lorsque le gouvernement a réagi, il a procédé à des rétrocessions de blé aux paysans, pour permettre de faire face à la famine. Le fait que ces rétrocessions n'aient pas suffi, preuve du caractère «absolu» de la famine», ne démontre pas la volonté génocidaire.

La collectivisation possédait un aspect programmatique d'une part, dans la conception stalinienne du développement économique, mais elle possédait en outre un aspect extrêmement important, celui de régler définitivement leur compte aux famines. Les dispositifs qui ont été mis en place en 1933 (réserves stratégiques de blé, plans d'entraide et de secours...) ont ainsi pu fonctionner dans la toute aussi mauvaise récolte de 1936, et éviter, cette fois une famine.

Certes, il est indéniable qu'elle a entraîné des résistances et des oppositions, notamment dans la phase de décembre 1929 à mars 1930, mais, cependant, si elle avait été aussi négative, elle ne pourrait expliquer les grandes récoltes de 1931 ou de 1934. Ces récoltes démontrent que, dans l'ensemble, le système fonctionnait et était suffisamment accepté par les paysans pour qu'ils travaillent durement et produisent de bons rendements.

Le fait que le journaliste anglais ait «découvert» une famine est certes réel, mais il ne constitue pas en soi une preuve de culpabilité. Cela constitue uniquement une preuve du fait que cette famine (que personne ne nie) a eu lieu.

Sortir d'une lecture Orwellienne et machiavélique.

Il faut, un moment, sortir de la vision totalitaire héritée de Georges Orwell. L'URSS n'était pas une petite ferme dans laquelle la direction pouvait tout embrasser. L'Union soviétique, en réalité, était à la fois un pays avancé, mais majoritairement un «pays du tiers-monde» dans le fonctionnement de ses institutions. Contrairement à l'image généralement véhiculée par la kremliologie, l'Union Soviétique est restée très longtemps chaotique, au minimum jusque 1945 (des régions restent hors de contrôle de l'URSS jusque 1956). Les

politiques qui étaient implémentées par le centre ne se répercutaient pas toujours, et celles-ci étaient le fruit des rapports faits par les subordonnés. Le cas de la famine d'Ukraine illustre un dysfonctionnement terrible, mais qui s'inscrit davantage dans une histoire de longue durée des mondes slaves que dans une situation unique.

Ce film, en dernière instance, n'a ni vocation humanitaire, ni vocation mémorielle, ni vocation historique. Il constitue un fer de lance, porté par l'état réactionnaire polonais, pour justifier une politique anticommuniste de toute premier ordre.

Si les millions de victimes de cette famine, toute comme les victimes de l'injustice ou d'un système judiciaire paranoïde et inquisiteur méritent toute la compassion du monde, cette compassion doit prendre en compte les réelles raisons de leur mort. L'instrumentalisation de celle-ci n'est qu'un second supplice qui leur est infligé.

Croire qu'un État, par sadisme pur et simple, décide de « punir » une partie de sa population et entraîne un chaos économique et alimentaire dans l'ensemble de son territoire revient à adopter un point de vue conspirationniste. Ce point de vue part d'une intention supposée de nuire pour nuire et présuppose également une capacité de mise en œuvre au delà des moyens de l'URSS à l'époque.

L'occident se place très souvent dans la position confortable d'un observateur neutre, pur, intouchable. Cependant, il n'est pas possible de lancer l'injonction d'un examen de conscience sans faire le sien.

L'URSS a dû, dans son histoire, faire face à un univers qui ne lui était pas neutre, mais hostile. Elle n'a pas pu imposer le rythme de son développement, mais il lui a été dicté par des considérations telles que sa propre survie. Il a été possible de voir à quel prix la survie de ses peuples a été payée durant la guerre de 1941-1945. Dans un monde parfait, sans pression, utopique, les chemins qui auraient été pris auraient certainement pu être différents.

Mais nous ne choisissons pas l'arène dans laquelle nous nous battons, pas plus que les conditions dans lesquelles le combat se déroule. En revanche, il est possible de choisir entre la capitulation ou le combat. Sans comprendre cette dimension apocalyptique, il n'est pas possible de comprendre la tension interne à la société soviétique.

2) RÉSOLUTION ANTICOMMUNISTE: UNE PREMIÈRE RÉPONSE.

Publié le 23 septembre 2019 sur UniteCommuniste.fr

Nous avons décidé de répondre rapidement à la provocation qu'est la résolution sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe. Nous répondrons d'une manière plus argumentée dans les prochains jours. Nous appelons toutes les organisations et les groupes communistes, de même que ceux qui défendent, par honnêteté intellectuelle, la vérité historique, à condamner cette résolution. Nous ne pouvons qu'en dénoncer le contenu, tant elle sert de fer de lance à une offensive idéologique réactionnaire.

Nous avons décidé de prendre la parole en tant que communistes et non en tant que membres de l'UC, car nous pensons que, au delà des chapelles et des conceptions différentes, cette attaque nous vise tous, même ceux qui ne reconnaissent par l'URSS comme quelque chose de défendable.

Nous, communistes, condamnons l'adoption de la Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019. Cette résolution nommée hypocritement sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe prétend rendre hommage aux « victimes des régimes totalitaires » mais est, en réalité, une insulte tant à leur mémoire qu'au mouvement révolutionnaire international et à l'histoire des expériences socialistes.

Cette résolution se base sur l'amalgame immonde entre les régimes socialistes et le nazisme. Cette conception historique, qui unifie les deux systèmes sous l'appellation « totalitaire » est un non sens historique. Elle est une invention sous la plume des politologues américains, C.-J. Friedrich et Z. Brzezinski, visant à justifier une campagne de calomnie contre le communisme durant la Guerre froide.

Cet amalgame a été repris par ceux qui voulaient réhabiliter le nazisme en catimini, tel Ernst Nolte en Allemagne, allant jusqu'à dire que les crimes nazis étaient une réponse justifiée à la menace du communisme en Europe.

En France, ces serviteurs les plus zélés ont été François Furet, Alain Besançon et Stéphane Courtois. Une clique de renégats du communisme, qui ont travaillé à développer le mythe des 100 000 000 de morts, quitte à truquer, escamoter, mentir pour obtenir ce chiffre qui les faisaient fantasmer. Ils sont allés jusqu'à faire dire aux archives ce qu'elles ne disent pas, pour trouver les preuves d'une prétendue conspiration et d'une volonté génocidaire.

Nous dénonçons aussi les mensonges sur le rôle de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, qui escamote le rôle de premier plan de l'occident dans le réarmement allemand tout comme dans l'accès des nazis au pouvoir. Nous dénonçons l'invention d'une alliance qui n'a jamais existé, tout comme d'un plan d'asservissement du monde par l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

Nous dénonçons le fait que cet amalgame est construit d'une part pour barrer la route du socialisme aux masses populaires en lutte. Qu'elle vise à stériliser, en noyant dans les immondices, la seule voie qui permet de sortir de la crise économique, écologique, et du crime constant qu'est l'exploitation capitaliste.

De l'autre cet amalgame est construit pour cibler l'adversaire géopolitique russe et traîner dans la boue l'histoire de ce peuple tout comme de tous les peuples qui ont constitué l'URSS. Il n'évoque jamais les crimes coloniaux ou ceux du régime militariste japonais, pas plus que les dictatures organisées et soutenues par les « démocraties ».

Les donneurs de leçon européens peuvent se permettre de le faire vers la Russie, mais ils ne le feront jamais envers leur propre histoire, ni si cela risque de léser le puissant partenaire économique et géopolitique qu'est le Japon. Le *Sankō Sakusen*, cette politique exterminatrice, est tue. Chalmers Johnson, historien américain, estime que l'ensemble des crimes de guerre du Japon *Shōwa* se montent pourtant à plus de 50 millions de morts.

Les centaines de millions de morts, sur lesquels les grands cartels des démocraties ont bâtis leur fortune, sont laissés dans le silence. Si la résolution demande de débaptiser les rues des agents de l'URSS, elle veut bien accepter que les bourreaux des colonies puissent encore s'afficher.

Les « démocraties libérales » ont fait, au cours de leur histoire, un usage constant de la violence dès que les masses populaires, en particulier dans les colonies, remettaient en cause l'ordre bourgeois et l'exploitation. Elles pavoisent en donneuses de leçon, en gardiennes des droits de l'Homme, alors qu'elles ont élevé au rang d'art leurs violations des traités internationaux, de la souveraineté des nations et des droits élémentaires. La France et l'Angleterre sont bien mal placées pour oser s'exprimer ainsi.

Nous considérons que les exigences irréalistes d'une interdiction des organisations et des symboles communistes est une attaque terroriste que reflète la faiblesse du système politique européen. Elles révèlent que les bourgeoisies

redoutent que renaissent les Partis Communistes révolutionnaires, et qu'elles n'ont pas d'autre choix que de censurer l'expression des organisations qui travaillent à leur reconstruction.

Nous considérons ridicules et sans fondement les démonstrations pseudo-historiques faites au sein de cette résolution. Elles illustrent parfaitement à qui nous avons, nous communistes, à faire: des menteurs, des lâches et des hypocrites.

Comment est vue l'histoire de l'URSS, comment s'est construit le travail des historiennes et historiens autour des états socialistes ? Cette brochure parue le 9 mars 2019 dresse des éléments de réponse, pour une lecture scientifique du socialisme du XX^e siècle.

«L'histoire de l'URSS et des expériences socialistes, tout comme des démocraties populaires, est un champ de bataille. Un champ de bataille contre la falsification, d'une part, mais également pour comprendre réellement ce qui s'est déroulé. Les enjeux autour de cette histoire sont immenses. Ils le sont autant pour les capitalistes que pour nous. Pour eux dans le but de démontrer le caractère génétiquement criminel du communisme et sa faillite en tant que modèle économique et social. Pour nous, militants et militantes communistes, pour être capable de leur répondre, mais surtout pour pouvoir en tirer des conclusions justes sur les moyens et les fins de notre mouvement.»

Édité en Juillet 2020 par l'Unité Communiste
Pour plus d'informations : Unitecommuniste.fr